LA CORRUPTION INTELLECTUELLE (SUITE) P. 3 À 5

N°17

PLPL

Pour Lire Pas Lu

Prix : 2 Euros

Décembre 2003 — LE JOURNAL QUI MORD ET FUIT... — NUMÉRO DIX-SEPT

LE TEMPS DES BOUFFONS

Entre récupération et injures, la presse qui ment s'englue dans le traitement de la contestation. Elle présentait l'anarchisme comme le dernier produit tendance pour étudiants en art dramatique, le trotskisme comme un casting de télévision, le reste comme inexistant. Désormais, le Parti de la presse et de l'argent (PPA) s'expose au grand jour. Sur France Inter, un chef de *L'Express* (groupe Hersant / Dassault) a interpellé José Bové : « *Est-ce qu'il n'y a pas dans le mouvement altermondialiste un rejet de la démocratie, c'est-à-dire un rejet du libéralisme ?* » Depuis, le PPA s'époumone à gonfler les polémiques qu'il fabrique afin, par succession d'associations douteuses, d'assimiler résistance à l'air du temps et antisémitisme. Face à eux, les responsables contestataires pratiquent la politique de la fesse tendue (lire p. 10). Ils défèrent à toutes les sommations médiatiques, s'exhibent devant les caméras, se dandinent devant les micros, répondent aux questions les plus bêtes. Ils ne font pas avaler ses cravates hideuses à Elkabbach, ils ne tirent pas les oreilles de pachyderme de Moati, ils ne font pas tomber Alain Duhamel de son solex, ils ne poussent pas des cris séditieux devant Arlette Chabot. Plaintivement, ils expliquent l'urgence d'un « autre monde » à ceux qui ont bâti celui-ci, y compris aux animateurs-patrons gavés d'euros. Quand le PPA a bien ri, il éloigne les importuns d'un coup de cravache. Avant de les sonner à nouveau pour le prochain spectacle.
Dans ce numéro, *PLPL* poursuit la publication de son annuaire de la corruption intellectuelle. Deux nouvelles rubriques l'enrichissent : l'économiste à gages et le sociologue de service, unis sur les plateaux de télévision comme les mâchoires d'un étau autour de nos crânes. Des crânes qui enfin se réveillent.

LA LAISSE D'OR

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

La propagande en faveur de la Constitution européenne mobilise le Parti de la presse et de l'argent (PPA). Les amants du marché unique (Guetta, Elkabbach, Val, Joffrin, Colombani, BHL, etc.) savent pouvoir compter sur leur crécelle multimédia **Daniel Cohn-Bendit**. « Dany », c'est Pascal Lamy avec des cheveux. Depuis plus de quinze ans, cet ex-anarchiste de télévision est le chouchou du PPA. En France, si seuls les journalistes votaient, Cohn-Bendit braillerait ses vœux de nouvelle année en direct de l'Élysée. Quels vœux ? Plus de marché, plus de guerres de l'OTAN, plus d'émissions de Christine Ockrent. Son amie Christine l'invite en effet presque chaque mois sur France 3. Quand elle lui demande de conseiller un livre (05.10.03), l'ancien lanceur de pavés choisit le plaidoyer pro-giscardien de son copain Olivier Duhamel, un professeur de droit médiocre et prétentieux, à la fois « socialiste » et bon ami de Luc Ferry. « Dany » adore aussi Moscovici (il le tutoie, l'appelle « Pierre ») et Pascal Lamy. Mais c'est Kouchner qu'il préfère. Ensemble, les deux hommes vont publier un livre, *Quand tu seras président*. Le début de l'année sera donc pollué par les émissions de promotion de ce duo proaméricain. Ces temps-ci, Cohn-Bendit a des soucis. L'« altermondialisation », d'abord, qui alimente selon lui un risque de « *dérive totalitaire* » ; il s'en est confié à la revue jaune de Chérèque, *CFDT Hebdo* (n° 295). Le virage bolchevik de Laurent Fabius, ensuite, qui le terrifie d'autant plus que ce spécialiste des carottes râpées (bio) était l'invité de la dernière université d'été des Verts : « *Le problème de Fabius, c'est qu'il ne fait plus du Fabius. Il aurait fallu inviter Bernard Kouchner. Lui au moins assume son social-libéralisme.* » (*Le Figaro*, 26.08.03.) En attendant l'été prochain, « Dany » rêve d'un « *forum européen, combinant Davos et le Forum social, pour réfléchir à la nouvelle éthique du capitalisme* » (*L'Expansion*, décembre 2003.) Avant que Francis Mer ne le décore de la légion d'honneur, *PLPL* lui décerne sa Laisse d'Or !

POUR RELIRE PAS RELU

CE TIRE-AU-FLANC DE CLAUDE IMBERT

Le 5 septembre 2003, le fondateur du *Point* Claude Imbert révélait à ses lecteurs « L'impossible vérité » : « *La France, empoisonnée par les 35 heures, devient le pays du monde où l'on travaille le moins, où le travail lui-même devient comme une punition à fuir. Où la prétention aux retraites précoces défie la longévité accrue. Où une moitié du peuple qui travaille dur pour survivre voit gambader vers leur prochaine grève des mariolles de la RTT.* » La « faute », bien entendu, à la « mamma étatique » qui nourrirait une armée d'assistés sybarites et syndiqués. Une semaine plus tard très précisément, le même hebdomadaire publiait un classement des entreprises « *les plus et les moins travailleuses* » (12.09.03). Et là, surprise : dans « *la moitié du peuple qui travaille dur pour survivre* » figurent les fonctionnaires du ministère de la Justice, de l'ANPE, de la Banque de France, de la RATP, de la SNCF, de la Poste, etc. En queue de peloton, là où les salariés fuient le travail « *comme une punition* », tant il est médiocre et dirigé par des ânes, figure... *Le Point*, l'entreprise de Claude Imbert, BHL et François Pinault. Sans doute Claude Imbert était-il alors en vacances au moment de la sortie du numéro. Dans la somptueuse villa marocaine de BHL, où un domestique lui aurait renversé un bol d'olives sur son pantalon blanc, affront que l'éditorialiste laverait en déclarant sur LCI : « *je suis un peu islamophobe* » (24.10.03) ?

• Le scandale BHL

Après avoir pris le temps de lire *Qui a tué Daniel Pearl* de Bernard-Henri Lévy, le grand spécialiste du sous-continent indien William Dalrymple a livré son verdict : ce livre « *pâtit de défauts rédhibitoires et fourmille d'erreurs factuelles de première importance* ». Il est même « *dépourvu de toute fiabilité quant au respect des faits* » et « *relève de la pure invention* » car « *dès lors qu'aucune preuve n'est disponible, l'auteur fait comme si elle existait* ». BHL, poursuit le célèbre indianiste, « *a visé beaucoup trop haut, eu égard à ses compétences* » ; il « *étale son ignorance crasse de la vie politique de l'Asie du Sud* [...] *élabore une série de théories de complots, mais sans l'ombre d'une démonstration* » car pour lui, « *la répétition des ragots et des rumeurs les transforme en réalités.* » Conclusion : « *un livre de haine* [...] *le comble du ridicule* » (*New York Review of Books*, 04.12.03, traduit dans *Le Monde diplomatique*, décembre 2003).
Edwy Plenel, qui ne connaît du Pakistan que les poulets Tandoori de la rue Claude Bernard (siège *du Monde*), a apprécié différemment *Qui a tué Daniel Pearl*. Recevant BHL dans son émission de téléachat sur LCI, le 26 avril 2003, il s'écrie : « *Ce qui fait à mes yeux toute la force de ce livre : c'est une enquête, c'est des faits.* [...] *Il faut le lire. Pensez contre vous-mêmes en lisant ce livre Qui a tué Daniel Pearl !* » Cinq heures auparavant, sur France Culture qui allait consacrer trois émissions à BHL le lundi suivant, Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* accueillait... BHL : « *à nos yeux, Jean-Claude Casanova et moi-même, ce livre est évidemment très important* [...] *C'est un livre qui restera comme témoin des moments de l'histoire que nous vivons* [...] *Merci à Bernard-Henri Lévy d'avoir été aujourd'hui avec nous pour nous parler donc de ce livre* Qui a tué Daniel Pearl, *chez Grasset. Encore une fois livre fort, important. Je crois qu'on ne peut pas passer à côté de cet ouvrage.* » Surtout lorsqu'on estime, comme Colombani, que « *BHL, il a raisons tout le temps ; lui ne s'est jamais trompé* » (« Bouillon de Culture », France 2, 03.05.96)

Sommaire

PAGE 2 : PLPL RÉÉDUQUE LA PRESSE • LES SARDONS PARLENT AUX SARDONS • PAGES 3 À 5, DOSSIER : ANNUAIRE DE LA CORRUPTION INTELLECTUELLE (SUITE) • PAGES 6-7 : PLPL A TESTÉ POUR VOUS : LE « PLURALISME » • PAGE 8 : CONCOURS DE BOUFFONNERIE : LE MATCH DUHAMEL-BAVEREZ • QUAND BLAIR S'EST VENDU À MURDOCH • PAGE 9 : BRÈVES MOUSTACHUES • PAGE 10 : CONTESTATAIRES DANS LES MÉDIAS : LA POLITIQUE DE LA FESSE TENDUE • PAGE 11 : DÉMONTAGE DE MICRO • PAGE 12 : PLPL VOUS OFFRE UN CAUCHEMAR

Le Monde

MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 7 NOVEMBRE 2003 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY

LU DANS

La révolution du téléphone mobile à tout faire

« VODAFONE LIVE ! », « Orange World », « I-mode » : en l'espace de quelques jours, les trois opérateurs de téléphonie mobile français – Orange, SFR et Bouygues Telecom – ont décidé de dévoiler les nou-

39,4 millions d'abonnés (soit 66,5 % de la population). Les trois opérateurs ont réalisé en 2002 un chiffre d'affaires cumulé de 16,7 milliards d'euros, avoisinant celui de la construction aéronautique ou spatiale. En France, ces dix dernières années, la téléphonie mobile a permis la création de 205 000 emplois.

Au Japon, où l'on approche de la saturation avec 78 millions d'abonnés, certains portables sont de véritables mini-ordinateurs.

- Les nouvelles offres des trois opérateurs français : Orange, SFR et Bouygues
- Nouveaux services : photo, Internet, vidéo et messagerie
- Le but : augmenter les dépenses des consommateurs
- Un secteur de plus en plus bénéficiaire
- Le modèle japonais

Lire page 20

PAS LU DANS

Le Monde

MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 7 NOVEMBRE 2003 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY

Téléphone : Le Monde fait la promotion de ses annonceurs

- Orange, SFR et Bouygues publient des pages de pub dans notre journal
- Les marchés ont bien accueilli notre transformation en catalogue promotionnel
- Notre but : Favoriser l'achat de produits inutiles à l'approche de Noël
- Jean-Marie Colombani : « Nous sommes tous des démarcheurs américains »

Lire page 20

Les Sardons parlent aux Sardons

PLPL triomphe ! La face de cire du PPA a blêmi à l'annonce du verdict : Michel Maïenfisch, roitelet d'une édition du *Courrier Picard*, a été débouté dans le procès qu'il intentait à notre camarade François Ruffin, rédacteur du journal *Fakir**. Maïenfisch avait aboyé à la diffamation en obtenant confirmation dans *Fakir* qu'il était bien un « chien de garde » (lire *PLPL* n° 10, juin-août 2002). Maïenfisch a fait appel en remuant la queue. S'il change d'avis, *PLPL* lui offrira une boîte de croquettes.

À ces escarmouches picardes contre le PPA répondent les actions de guérilla menées en région parisienne par des intermittents du spectacle. Le 10 novembre 2003, des sardons s'introduisent sur le plateau du journal télévisé de France 2 - 20 h. Ils délogent David Pujadas de son fauteuil et révèlent au monde le nanisme intellectuel du présentateur. Immédiatement, le ministre de la culture Aillagon dénonce « *cette prise en otage du journal télévisé* » qui « *contredit gravement le principe de la liberté d'information* » (*Le Parisien*, 11.11.03). *PLPL* se tenait encore les cotes quand, le lendemain, un sardon infiltré à l'Assemblée nationale perturbe la séance. Réaction d'Aillagon : « *C'est la fin de la démocratie telle qu'on l'entend* » (France Inter, 12.11.03).

Pour le *QVM*, l'automne fut encore plus désastreux que le printemps. Après les révélations de *PLPL*, après le livre de Pierre Péan et Philippe Cohen, un scandale sans précédent éclate dans le ciel tourmenté du *Monde* : le Raminagate. Le 29 septembre 2003 à 20 h 30, une dépêche de l'AFP crépite : « *La direction du* Monde *a convoqué lundi son chroniqueur Daniel Schneidermann, pour un entretien préalable à son licenciement, en raison des critiques contenues dans son ouvrage à paraître jeudi* ». Très exactement deux minutes plus tard, Edwy Plenel, dictateur moustachu de la rédaction du *QVM*, grimpe à la tribune d'un meeting politique organisé au Théâtre des Champs-Elysées pour dénoncer l'absence de liberté de la presse à Cuba. À ses côtés, Robert Ménard, le gourou reaganien de la secte Reporters sans frontières. Ni l'un ni l'autre n'évoquèrent l'éviction de Schneidermann pour délit d'opinion.

Dans son livre *Le cauchemar médiatique* (Denoël, 2003), Schneidermann ironise sur « *le travail de termites de quelques publications confidentielles, en ligne ou sur abonnement, généralement inspirées par la médiaphobie de feu Pierre Bourdieu, caricaturant Colombani en Raminagrobis capitaliste, et Plenel en roi du téléachat pour son assiduité à assurer dans son émission de LCI la promotion des livres écrits par les "amis de la maison"* » (p. 263) La « caricature » de *PLPL* collait à la réalité puisque, sous la plume de Schneidermann, Plenel apparaît bien sous les traits d'un dictateur paranoïaque. Quant à Jean-Marie Colombani, ce serait un patron « *plutôt bête que méchant* » (p. 262), aimant la duplicité et adorant l'argent. Or, comme Colombani le hurlera au cours d'une réunion anti-*PLPL* organisée à Marseille (04.11.03), « *un journaliste n'a pas le droit d'écrire contre son entreprise !* »

Excités par leur coup de force, Ramina, le Roi du téléachat et leur conseiller le Plagiaire Servile lancent dans la foulée une « blitzkrieg » contre *Télérama*, une vache à lait financière assoupie depuis longtemps. Déjà propriétaire de 30 % du groupe éditeur de *Télérama*, le *QVM* a réalisé l'Anschluss l'été dernier en s'emparant de 66% du capital. Le 14 octobre 2003, l'ancien président du directoire du groupe *Télérama*, Marc Lecarpentier, est congédié. Ramina le remplace par un de ses séides, Bruno Patino. Un vote du conseil de surveillance doit entériner la décision le lendemain. Mais Ramina aime piétiner ses victimes quand elles sont à terre. Sans attendre le vote, il fait publier dans le *QVM* (16.10.03) l'annonce de la nomination de Patino. La semaine suivante, la boîte postale de *PLPL* se fissure sous le nombre des nouveaux abonnés.

Philippe Corcuff nous l'expliquait l'année dernière : « *Le Monde reste quand même une structure à dimension coopérative* ». De son côté, Ramina radote : « *Le Monde est une démocratie* ». Il semble que la démocratie coopérative s'exporte mal : à la question « Êtes-vous favorable à la nomination de Bruno Patino comme président du directoire » de *Télérama*, les salariés de l'hebdomadaire ont répondu « non » par 97 voix sur 131 votants (74%). 13% des salariés ont voté blanc et 12% voté oui. Mais grâce à un miracle de la social-démocratie radicalement raminesque, les « oui » l'ont emporté...

Heureusement, depuis plusieurs mois, les ventes du *Monde* s'effondrent. Celles des autres quotidiens se portent presque aussi mal. Et les spécialistes attribuent déjà ce résultat à un « effet *PLPL* ».

* Envoyez vos lettres de soutien et vos abonnements à *Fakir* au 34, rue Pierre Lefort, 80000 Amiens.

Abonnement : 20 € (minimum) pour 10 numéros.
Soutien : 50 € et plus.
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à : PLPL, BP 70072, F-13192 Marseille CEDEX 20
Mèl : <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 10 € les 10 exemplaires, port compris.

À défaut de protestation de leur part :
- direction de la publication : Rimbert
- direction du bon goût : Pantanella & Coutens
- direction granitique de la CRE : Rimbert & Halimi
- direction politique : Balbastre & Kalinowski
- direction de la propagande : Eugène & Vincent
- direction délicieuse : Dozier & Dumoulin

N° de commission paritaire 0906 G 80702
Imprimé par l'Imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe.

OUI ! je veux DÉTRUIRE LE PPA
je m'abonne à PLPL

Nom

Adresse

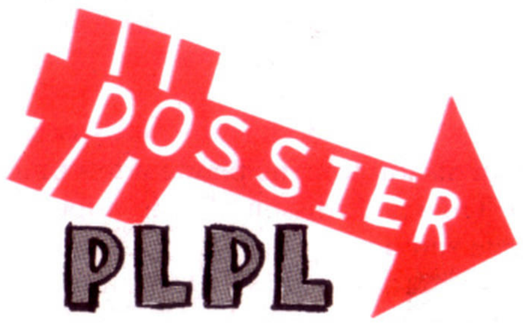
Courriel

☐ Abonnement à compter du n° :
☐ Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :
☐ Abonnement de soutien

Index SARDONIQUE des noms cités

Sardonie : territoire intellectuel libéré par *PLPL*.
Sardon : militant de l'Internationale sardonique (IS), abonné à *PLPL* et qui s'emploie à le diffuser.
PPA : Parti de la Presse et de l'Argent. *PLPL* le détruira.
QVM : *Quotidien vespéral des marchés* bientôt coté en Bourse, parfois appelé *Le Monde*. Y bat le cœur du PPA.
Le RTA, Roi du téléachat : Edwy Plenel, animateur moustachu d'une émission publicitaire sur LCI, directeur de la rédaction du *QVM*, directeur adjoint de la SA Le Monde.
Ramina (ou **Raminagrobis**) : Jean-Marie Colombani, petit échotier poltron et sans envergure, directeur du *QVM*.
Téléachat moustachu (faire du) : préférer l'autopromotion à la lutte anonyme. Activité pratiquée par les contestataires relaps qui plastronnent dans les émissions de LCI, France Culture, France Inter, ou dans les colonnes du *QVM*, de *Libération*, du *Nouvel Observateur*, etc.
Le Plagiaire Servile : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM* et essayiste balladurien raté, condamné pour « *plagiat servile* » par un jugement historique du tribunal de grande instance de Paris, le 28 novembre 2001.
Triple Crème : Alexandre Adler, amateur de plats en sauce, gloseur intarissable, responsable éditorial du *Figaro* (groupe Dassault).
Laurent Mouchard (qui ment) : Laurent Joffrin, directeur (menteur) de la rédaction du *Nouvel Observateur*.

Annuaire de la corruption intellectuelle (suite)



Il y a ceux qui travaillent, il y a ceux qui ne travaillent pas, et il y a les parasites. Dans la dernière catégorie – en plus des publicitaires, des spécialistes en communication, des notaires, des actionnaires, des huissiers, des aristocrates du téléachat (monarque compris) – on trouve les « experts » qui peuplent les médias. Deux escouades entraînent cette armée de décerveleurs : les économistes à gages et les sociologues de service.
Les économistes à gages posent « scientifiquement » cette alternative : mourir sur le champ dans d'atroces souffrances ou accepter un emploi (non rémunéré) de diététicien chez Alexandre Adler. Les sociologues de service exposent leurs découvertes : la pauvreté rafraîchit le teint, la fortune cause des soucis. De telles leçons sont aussitôt happées par les pages putréfiées de la presse de marché. Et par les « débats » télévisés. Sous la moiteur des projeteurs, les parasites de la pensée enrobent leur néant d'une béchamel sémantique : Vive la complexité ! Vive la société métissée en réseaux ! Vive la modernité (de gauche) !
Car la « gauche », nombre d'économistes et de sociologues promus par les journalistes s'en réclament. Ils savent que l'« on grimpe dans la même posture que l'on rampe » (Swift). La souplesse d'échine des socialistes les séduits ; l'ordre social les ravit. Et tous opinent quand Pierre Moscovici explique à Arlette (Chabot), sa copine: « *La gauche, c'est une forme de régulation du capitalisme* » (France 2, 17.11.03.)
En 1651, le sardon Pierre Corneille dénonçait déjà les baladins du Parti de la presse et de l'argent (PPA) qui agitaient de faux débats pour enterrer les vraies questions : « *Montrez-vous à ce peuple, et flattant son courroux. Amusez-le du moins à débattre avec vous.* »

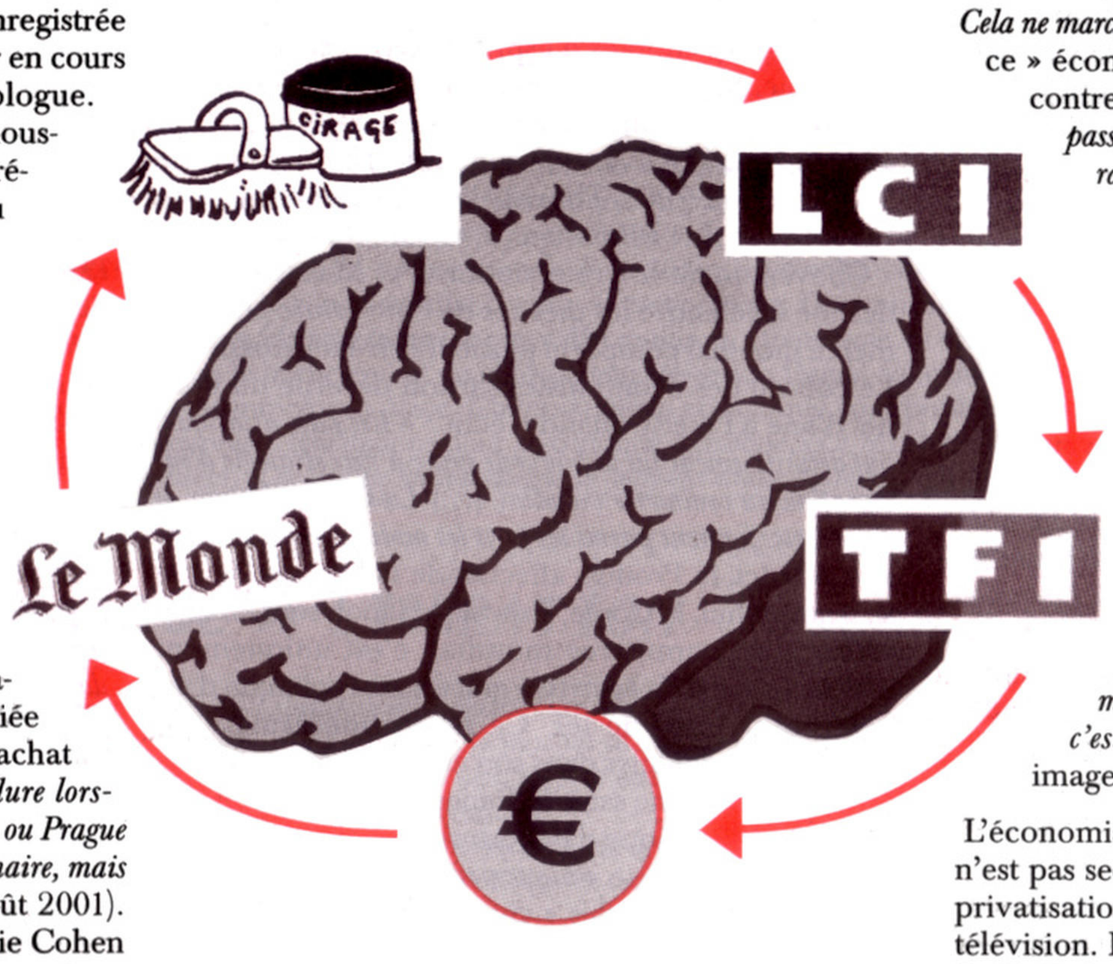
Rubrique Économistes à gages

Comme souvent, cela commence par une séance de téléachat sur LCI. Le 21 avril 2001, Edwy Plenel, animateur moustachu d'un talk-show mondain sur la chaîne câblée Bouygues, reçoit un économiste néolibéral proche de Lionel Jospin. Il s'agit d'Élie Cohen. L'émission s'achève et le Roi du téléachat (RTA) se trémousse en agitant le dernier livre bâclé par son invité : *« un livre à lire, à discuter, à débattre. Un livre qui est suscité par la contestation de la mondialisation. »* Un livre à la gloire de *L'ordre économique mondial* (Fayard, 2001) qui propulse Élie Cohen[1] partout où coassent les journalistes.

Cette scène burlesque impliquant le RTA a eu au moins deux téléspectateurs : *PLPL*, qui l'a enregistrée pour l'intégrer à un documentaire animalier en cours de finition, et Michel Wieviorka, sociologue. Affectueusement surnommé Le Caniche moustachu par ses amis chercheurs[2], Wieviorka présidait en avril 2001 aux sombres destinées du *Monde des débats*. Plus connu sous le nom du *Koursk*, ce mensuel, relancé par Ramina pour servir de machine de guerre pro-américaine contre *Le Monde diplomatique*, explorait alors les abysses intellectuels. Incapable d'échapper aux torpilles de *PLPL*, il coulera à pic en dépit d'une perfusion d'euros du *Nouvel Observateur* et du *QVM* (lire notre communiqué triomphal dans *PLPL* n° 6, octobre 2001).

En 2001, Wieviorka, capitaine du *Koursk*, entreprend d'égaler le RTA en matière de flagornerie moustachue. Sa lettre à Élie est publiée quelques semaines après la séance de téléachat évoquée plus haut : « *Élie Cohen a la dent dure lorsqu'il parle des manifestants de Seattle, Singapour ou Prague* [...] *Pourtant, sa critique n'est ni injuste, ni sommaire, mais constructive.* » (*Le Monde des débats*, juillet-août 2001). D'autant plus « constructive » qu'en 2001 Élie Cohen comptait au nombre des sept principaux actionnaires-fondateurs du *Monde des Débats* (*La Correspondance de la Presse*, 18.02.99), détail que Wieviorka, trop occupé à laper la prose de son bailleur de fond (et de fonds), oublia de signaler.

Élie Cohen partage avec ses deux faire-valoir l'amour de la liberté (d'entreprendre) et la peur d'un peuple libéré (du téléachat). Il a exprimé cet humanisme aux deux dernières « université d'été » du Medef. Pour lui, « *la politique monétaire est tellement importante qu'il faut la faire échapper au processus politique démocratique classique* » (*La tentation hexagonale*, Fayard, 1996). Partisan fanatique des « critères de convergence » de Maastricht et de la politique d'argent fort qui ont précipité plus d'un million de salariés français dans la misère, il annonça logiquement son intention de voter pour Lionel Jospin (*Le Nouvel Observateur*, 18.04.02). Comme Ramina, Philippe Sollers et Alain Duhamel. Cohen était d'ailleurs un des conseillers du gouvernement au sein du Conseil d'analyse économique (CAE). Son créneau est celui de l'homme « de gauche » dans les « débats » médiatiques. À droite, Guy Sorman (LCI, 9.03.97), ou Claude Imbert (LCI, 11.05.97) ; à « gauche », Élie Cohen ou Jacques Julliard (tous les vendredis sur LCI). Un procédé d'hypnose connu sous le nom de « stéréo libérale ». Quand le *QVM* donne la parole à François Léotard ou au Medef, il « équilibre » le débat en interviewant *« des observateurs plutôt classés à gauche »*. S'ensuit un long entretien dans lequel l'homme de gauche – Élie Cohen – se déclare partisan de tout privatiser dans l'industrie et les services, au nom de la lutte contre *« l'État prédateur »* (03.12.96).



Un an après la victoire de la « gauche plurielle », Élie Cohen « débat » donc, une fois de plus, avec Guy Sorman, ancien conseiller de Juppé (LCI, 02.06.98.) C'est un festival de pluralisme comme les aime la chaîne Bouygues dont le RTA est l'employé. Élie égrène avec gourmandise la liste des entreprises privatisées depuis un an par Jospin, puis s'extasie : *« J'ai été très frappé de constater que l'un des représentants de la communauté du capital risque en France avait déclaré récemment que c'est avec Lionel Jospin qu'on commençait à s'occuper de* venture capital, *de financement des entreprises innovatrices, etc. Donc ce gouvernement est si peu dogmatique, si peu socialiste et même si peu social-démocrate qu'il est en train d'activer la libéralisation du pays. »*

La journaliste, Ruth Elkrief, ne s'en laisse pas conter : *« Votre tableau, Élie Cohen, vous n'allez pas me dire que tout est magnifique. On a vu Air France : erreur, pas de privatisation, on est en train de payer la facture aujourd'hui. Vous reconnaîtrez qu'il y a eu quand même des erreurs. »* Et, sans savoir que *PLPL* l'observait déjà, Élie Cohen se déboutonne : *« Je vous accorde Air France, qui est une décision que j'ai condamnée à l'époque et que j'estime être une décision malheureuse. Mais, face à Air France, il faut mettre le CIC, le Gan, le Crédit Lyonnais, Thomson, Aérospatiale, etc. Et je pense qu'en matière de privatisation et de retrait de l'État de la tutelle des entreprises, et notamment des entreprises concurrentielles, Lionel Jospin accélère l'allure et réalise ce qui n'a pas été réalisé par le gouvernement précédent. » PLPL* peut déjà l'annoncer : ce genre d'« expert », qui entend finir ministre, se découvrira bientôt « altermondialiste ». D'ailleurs, Élie Cohen dénonce parfois les idées d'Élie Cohen : « *Le 'décalogue' : tu privatiseras, tu déréglementeras, tu libéraliseras, tu laisseras librement circuler les capitaux, tu feras un désarmement douanier unilatéral, tu ne toléreras pas l'inflation, tu éviteras le déficit budgétaire... Cela ne marche pas* » (*L'Express*, 20.09.01). Mais la « science » économique est capricieuse. Et aussitôt, Élie contredit « scientifiquement » Cohen : « *Il faut passer la vitesse supérieure et prendre le contrôle opérationnel et capitalistique des entreprises partiellement contrôlées en Allemagne, Italie, Espagne* [...] *EDF aura donc besoin de capitaux frais pour financer sa croissance et son redéploiement : voilà pourquoi il faudra ouvrir le capital... C'est mécanique. Pas politique* » (*Le Nouvel Observateur* 04.04.02.) Les privatisations « apolitiques », « mécaniques », donc « naturelles » et « inéluctables », l'idée avait été soufflée au socialiste Élie Cohen par le balladurien Jean-Marie Messier[3] : *« Je n'ai jamais eu de vocation politique. J'ai passé deux années formidables aux côtés d'Édouard Balladur. Pour m'occuper des privatisations. Les privatisations, c'est avant tout de l'économie. »* (« Arrêt sur images », La Cinquième, 10.12.00.)

L'économiste qui murmure à l'oreille des puissants n'est pas sectaire. D'abord, il n'a pas encore exigé la privatisation du CNRS qui le paye pour passer à la télévision. Ensuite, il rend hommage au « courage » de Raffarin qui refuse alors d'augmenter le SMIC un

1 Ne pas confondre Élie Cohen avec Daniel Cohen. Les deux sont libéraux « de gauche », mais Daniel a animé la très vermineuse Fondation Saint-Simon ; les deux bénéficient du *Monde* et du téléachat moustachu pour leur promotion, mais Daniel est éditorialiste associé du *QVM*.

2 À l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) où il lézarde entre deux interviews, le caniche moustachu interpelle toujours ses collègues dans l'ascenseur avec cette question : « T'as lu mon papier dans *Libé* ? » (Lire *PLPL* 16, octobre 2003, p. 10)

3 *PLPL* tient à démentir la rumeur selon laquelle Messier serait un agent sardon infiltré à la tête du capitalisme médiatique pour le faire couler presque en même temps que le *Koursk*.

Annuaire de la corruption

mois après son accession au pouvoir. *« Pour résumer d'un mot, je crois que le gouvernement, aujourd'hui, avait raison de ne pas donner ce coup de pouce »* (France 2, 24.07.02). Touchée par cette démonstration de socialisme réaliste, Nicole Notat, devenue PDG d'une agence de notation, confie à Élie la présidence du *« comité scientifique »* [sic] de son entreprise (*Le Figaro*, 17.03.03). À vrai dire, Nicole avait pu jauger son camarade au cours d'un colloque organisé par la CFDT en octobre 1999. Entourée de grands patrons et de petits intellectuels (dont Zaki Laïdi, le demi-cervelet de Cohn-Bendit), la secrétaire générale du syndicat jaune explorait deux pistes : *« La piste des salariés actionnaires* [et] *celle des fonds d'épargne salariale.* » Cohen avait hurlé « banco ! » en battant des mains[4].

Élie Cohen déverse lui aussi ses incontinences dans les colonnes vermoulues de *Libération*. Avec ses amis du CAE Jean-Pisani-Ferry et l'éditorialiste associé du *Monde* Jean-Paul Fitoussi, il s'est dressé contre « L'illusoire taxation du capital » au moment des grèves du printemps dernier (12.06.03) : *« Il faut encore une fois se rendre à l'évidence : c'est seulement en mettant à contribution les salaires ou les retraites que l'on peut dégager des ressources à la hauteur du problème. »* Les yeux humides de gratitude, le gouvernement Raffarin jettera un os à son brave toutou diplômé ; le 28 juillet 2003, le socialiste Élie Cohen est nommé à la Commission des comptes des services. De nouvelles séances de téléachat se préparent : les biographies « complexes » des renégats fascinent le RTA depuis qu'il est lui-même passé de la LCR à LCI.

L'ascension sociale d'Élie faisait trépigner de jalousie un autre économiste : Thomas Piketty. Les journalistes l'appellent « le petit prodige » (PP). En effet, à l'âge ou l'éditorialiste de *Libération* Jean-Michel Helvig interrompait sa croissance intellectuelle (neuf ans et demi[5]), Piketty était déjà néolibéral. Associée à un attirail de diplômes américains, cette précocité lui vaut d'être recruté par tous ceux qu'ensorcelle le conformisme plaqué or : la Fondation Saint-Simon (lire *PLPL* n° 16) lui confie la rédaction de « notes » ; Serge July l'embauche comme chroniqueur économique à *Libération* ; le CAE l'intègre dans ses rangs ; l'École des hautes études en sciences sociales de Paris l'élit directeur de recherches. Enfin, il devient la coqueluche du Parti de la presse et de l'Argent (PPA). La célébration de la baisse des charges sociales et l'exigence d'une mise en concurrence des universités l'amènent tout naturellement à défendre la réforme des retraites de Raffarin et à qualifier de *« combat injustifiable »* la revendication de trente-sept années et demi de cotisation pour tous[6]. Comme la plupart des éditorialistes économiques de *Libération*, Piketty se cabre quand on parle de taxer le capital : *« Les riches sont-ils effectivement assez riches pour payer les retraites ? La réponse à cette question est malheureusement négative*[7]*. »* Et comme tous les économistes qui œuvrent depuis trente ans au désarmement idéologique de la gauche, Thomas s'emploie à *« se construire une image progressiste et simultanément* [à] *maintenir l'essentiel du credo libéral*[8]*. »*

En effet, l'humanité doit à Piketty une découverte inouïe : l'impôt progressif a des effets redistributifs. Cette conclusion a suscité l'ébahissement intéressé des journalistes qui cherchent à se reclasser dans le courant « altermondialiste ». Au *Nouvel Observateur*, Laurent Mouchard ne se vante plus comme en 1993 d'avoir été l'un des *« instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche »* (France 2, 02.06.93) ; il interroge Piketty sur les bienfaits de l'impôt et le couvre de caresses (30.08.01). Puis vient le tour d'un autre opportuniste, Sylvain Bourmeau, qui interviewe Piketty dans *Les Inrockuptibles* (17.08.02). Piketty le rassure : *« L'affrontement capital/travail est obsolète »*. Entretemps, Edwy Plenel a consacré au Petit Prodige une séance de téléachat débridée sur LCI. Le 8 septembre 2001, « Le Monde des idées » s'achève et le RTA se dandine comme un dément. Il agite le gros ouvrage de son invité : *« Retenez son nom ! Thomas Piketty, je ne sais pas s'il sera prix Nobel un jour, mais en tout cas, à trente ans, il fait le livre de la rentrée ! Le livre événement ! Le livre qui est débattu aujourd'hui par tous les politiques !! Une somme, un scoop derrière cette somme ! »* À ce stade, les quelques cameramen de LCI pour qui l'effet redistributif de l'impôt progressif sur le revenu n'est plus « un scoop » depuis 1914, hésitent à requérir les services d'un infirmier. Mais le directeur des rédactions du *Monde* est déchaîné : *« C'est un livre savant, stimulant !! Ce n'est pas un livre ardu même s'il est savant ! C'est un livre pédagogique ! Il faut absolument le lire ! Thomas Piketty j'ai fait la publicité pour votre livre mais c'est sincère* [...] *Pour préparer les débats à venir de la campagne électorale, achetez ce livre, lisez-le, discutez-le, travaillez-le stylo en main !! »* (Notre stock de points d'exclamation est quasi épuisé).

Léché par les simples d'esprit, Piketty est certain de son génie. Ses travaux s'en ressentent. Le document explosif que publie *PLPL* montre qu'il aurait dû apprendre à lire avant de soutenir son doctorat. Le 26 novembre 2001, Thomas le Prodige consacre sa chronique de *Libération* à la dénonciation de « Chevènement le protectionniste ». Mais son texte destiné à défendre les mérites de l'ouverture au commerce mondial comporte plusieurs erreurs grossières. Le conseil des économistes sardon décerne un bonnet d'âne à Piketty quand il écrit : *« Les pays asiatiques ont définitivement fui la pauvreté grâce à leur stratégie d'intégration au commerce mondial.* [...] *La Corée, Taïwan, le Japon, etc. figurent parmi les pays les moins inégalitaires du monde. »* Ici, le Prodige affectait de ne pas savoir que si, aujourd'hui, la Corée, Taïwan, le Japon sont en effet intégrés au commerce mondial, c'est uniquement après avoir *« fui la pauvreté »* grâce à une politique d'un protectionnisme de fer. Ce protectionnisme qu'il entendait disqualifier dans son article. N'importe quel économiste, même sans diplômes américains, sait que la politique asiatique d'ouverture aux marchés étrangers est intervenue *uniquement après* que les États concernés ont créé des « champions nationaux » en violant toutes les règles actuelles de l'OMC relatives aux subventions publiques et aux barrières douanières. Des centaines de livres, y compris américains, ont établi ce fait. D'ailleurs, même Élie Cohen sait cela : *« L'expérience historique enseigne que le développement économique ne naît pas de l'application du libre-échange dès le départ. Tous les pays qui, comme la France, l'Allemagne, les États-Unis, ont voulu rattraper l'Angleterre ont commencé par pratiquer un protectionnisme offensif ; ils ont accumulé des ressources à l'abri de leurs frontières avant de s'ouvrir. Comme la Corée quand elle a démarré. »* (*L'Express*, 20.09.01). Pauvre Piketty qui devra apprendre l'économie grâce à son rival Élie Cohen et en lisant *L'Express*. Ou *PLPL*.

Rubrique Sociologue de service

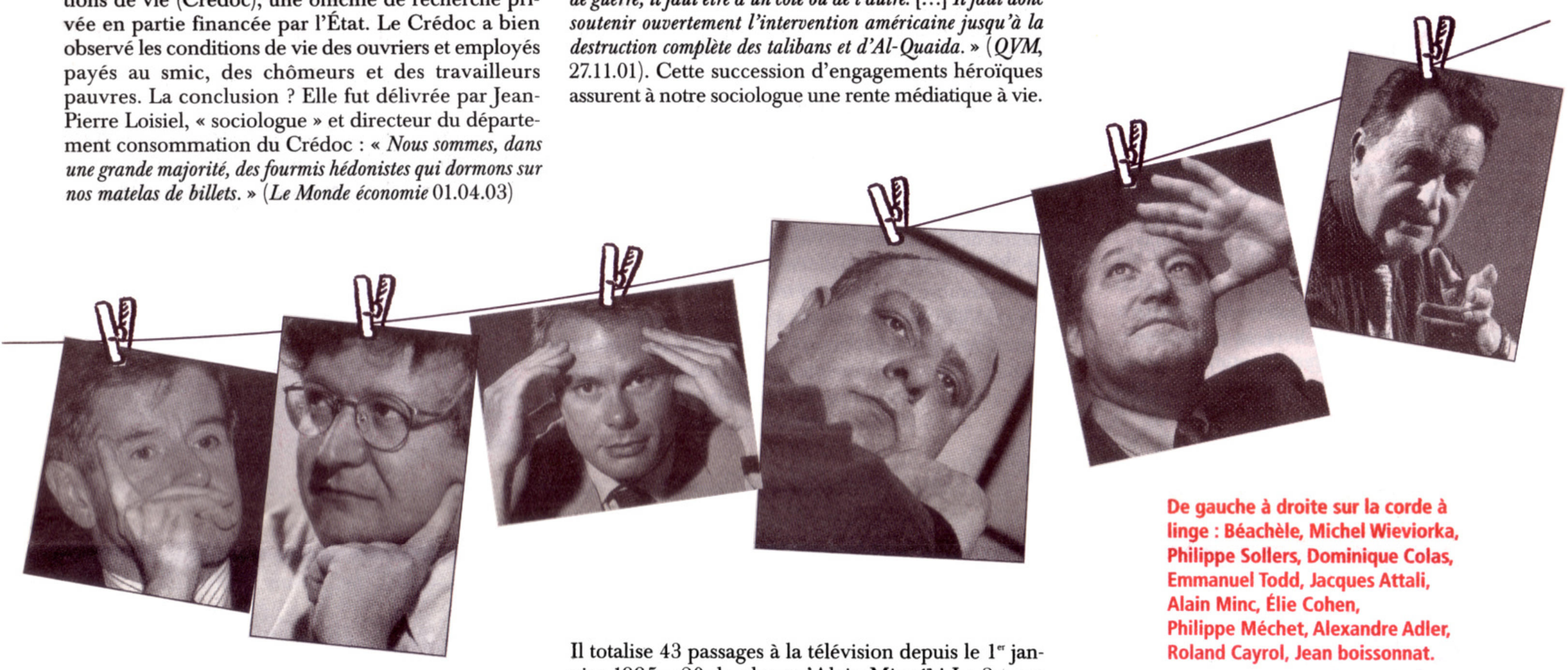
Quel directeur de recherche au CNRS sautille comme un ouistiti trépané pendant le « blind-test » de Thierry Ardisson afin de doper (en vain) les ventes de son dernier ouvrage ? Dominique Wolton, « sociologue » des médias[9]. Quel autre chercheur en sciences sociales fabiusiennes s'inflige la présence d'Arlette Chabot pour conjurer le ratage commercial de son dernier essai et servir de béquille cérébrale au malheureux Pierre Moscovici (France 2, 17.11.03) ? Jean-Pierre Le Goff, lui aussi sociologue.

Le sociologue médiatique a toujours un livre à vendre. Mais il sait que la critique sociale révulse le PPA. Les luttes de classes, le pouvoir de l'argent, de la culture, tous ces sujets « simplistes »[10] ne lui rapporteraient pas un euro. Pour attirer les caméras, il doit taire la domination qui demeure et affirmer que tout change en permanence. Pilier des universités d'été du Medef, chouchou du magazine *Technikart* et directeur de thèse de l'astrologue Elisabeth Tessier, Michel Maffesoli est aussi professeur de sociologie à la Sorbonne. Il résume ses découvertes : *« Nous sommes entrés dans un régime nocturne. C'en est fini de la prédominance du cognitif, de l'ère de la raison, du jour. Place au débridement des sens. Aujourd'hui, on s'éclate, on vibre »* (*L'Express*, 02.08.01). *« Nous sommes passés des jours de fête à la 'dé-fête' »* brame de son côté le « sociologue » Gérard Mermet dans *Libération* (25.12.02), avant d'asséner en quelques lignes : *« Nous avons connu un changement de siècle* [...] *Nous avons aussi vécu une sorte de changement de sexe* [...] *Il s'est produit aussi un changement de temps.* [...] *On voit se développer ce que j'appelle le 'petisme'* [...] *En parallèle, il y a aussi le 'bougisme'* [...] *On est passé de la société de consommation à la société de consolation.* [...] *Nous sommes dans la société de l'émotion.* » Ne leur reste plus qu'à solder leur expertise au pouvoir en expliquant les « blocages » à tous ces « changements » par « l'archaïsme » des classes populaires. Succès médiatique garanti. La recherche, elle, attendra. Invité à l'émission d'Alain Finkielkraut sur France Culture (19.04.03), Le Caniche moustachu et néanmoins « sociologue » Michel Wieviorka a avoué : *« Tous nos collègues préfèrent un article dans* Le Monde, *dans* Libération *ou venir chez vous, Alain Finkielkraut, plutôt que d'attendre trois ans la publication d'un article dans une revue scientifique. »* Et puis, on peut publier sous forme de livre (qui sera médiatisé) le recueil de ses bavardages dans les médias. Wieviorka comptabilise au moins 12 interventions télévisées et 7 passages à la radio depuis le 1er janvier 2000[11]. Depuis *La politique de la ville et l'école* jusqu'à la *Violence en France* et la *Différence culturelle*, il a surfé sur toutes les vagues médiatiques. Il saute à présent dans le dernier train en vogue avec *Un autre monde... Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation* (Balland, 2003). Dans ce dernier opuscule qu'attendent avec impatience les industriels du recyclage, Wieviorka avance qu'en France, la thématique de la mondialisation *« sinon le*

intellectuelle (suite)

mot, [a] *été lancé, parmi les premiers, par le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen* » (p. 16). Le Caniche moustachu bavait de plaisir à l'idée d'associer antimondialisation et fascisme. Un sardonet en classe de cinquième nous a signalé l'imposture : le thème de la mondialisation est présent dans le *Manifeste communiste* de Marx et Engels (1848) ; quant au mot « *mondialisation de l'économie* », il est employé en France depuis des dizaines d'année même par les journalistes les plus inoffensifs [12].

« *Ce sont des jaunes !* » L'algarade du sociologue sardon Pierre Bourdieu [13] visait ces mercenaires de la gloriole qui défèrent aux invitations journalistiques pour ratifier l'air du temps, justifier les « réformes » gouvernementales, commercialiser leur dernier ouvrage dans une émission de téléachat. Ou les trois à la fois, comme Robert Rochefort, directeur général du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), une officine de recherche privée en partie financée par l'État. Le Crédoc a bien observé les conditions de vie des ouvriers et employés payés au smic, des chômeurs et des travailleurs pauvres. La conclusion ? Elle fut délivrée par Jean-Pierre Loisiel, « sociologue » et directeur du département consommation du Crédoc : « *Nous sommes, dans une grande majorité, des fourmis hédonistes qui dormons sur nos matelas de billets.* » (*Le Monde économie* 01.04.03)



De gauche à droite sur la corde à linge : Béachèle, Michel Wieviorka, Philippe Sollers, Dominique Colas, Emmanuel Todd, Jacques Attali, Alain Minc, Élie Cohen, Philippe Méchet, Alexandre Adler, Roland Cayrol, Jean boissonnat.

Fort de ce credo emprunté à Alain Minc [14], le Crédoc vend ses services de chausse-pied sociologique aux architectes de la démolition sociale. Vingt-quatre heures après avoir goulûment léché l'OMC et Pascal Lamy (l'ami de Stéphane Paoli), la revue de presse de France Inter (01.09.03) animée par Yves Decaens assurait la vente d'un entretien paru dans *Capital* en septembre 2003 avec un « sociologue » : Robert Rochefort. *PLPL*, qui se beurrait alors une tartine de pain délicieux, s'est immédiatement procuré cet article. Son titre : « Les Français sont conscients de la nécessité des réformes. » Rochefort glosait : « *On assiste à une sorte d'égoïsme entretenu par le caractère trop collectif de notre système de protection sociale.* » Les grèves et manifestations du printemps 2003 relèveraient d'une « *France schizophrène* » mais, poursuit Rochefort, elles n'ont heureusement « *pas mobilisé plus de monde que la Gaypride. Et tous ces mouvements se sont essoufflés ou arrêtés pendant les week-ends prolongés du mois de mai. Parce que, en réalité, ils ne sont pas représentatifs de ce que ressent l'ensemble de l'opinion.* » Car l'opinion, Rochefort la ressent bien : « *On acceptera même, dans un avenir proche, la retraite à 70 ans !* » (*20 minutes*, 17.09.03)

La retraite, le sociologue Alain Touraine n'y songe pas. Pourtant, depuis quelques décennies, Alain n'est plus dans son assiette. On le dit « fatigué ». À tel point que le *QVM*, qui assure l'indéfectible promotion de ses ouvrages les plus nuls et les plus narcissiques, a dû publier cette irrésistible « correspondance » à la suite d'un texte qui indiquait l'âge du sociologue : « *Cet article tend à me présenter comme un vieillard qui aurait perdu le sens de l'orientation* » (17.09.03). Pour un peu, l'histoire n'aurait conservé d'Alain Touraine que l'image du porte-voix cathodique d'Alain Juppé pendant les grèves de novembre-décembre 1995 [15]. C'est injuste et *PLPL*, qui ne supporte pas l'injustice, tient à rendre à Alain ce qui est à Touraine. À commencer par son combat de toujours : convertir la gauche en droite.

En 1984, après le tournant libéral du PS, Touraine pouvait enfin se proclamer « de gauche » car « *le mérite essentiel du gouvernement de gauche est de nous avoir débarrassés de l'idéologie socialiste* » (RTL, 22.01.84). Le travail n'était pas achevé pour autant. Dix ans plus tard, Alain ordonne à « Lionel » (Jospin) d'« *entrer pleinement dans la révolution libérale en secouant le joug des formes épuisées ou pourries de l'État mobilisateur* » et accuse les socialistes d'avoir « *fait échouer Raymond Barre.* [16] ». On le retrouve sur la liste des « L'Europe commence à Sarajevo » (1994) avec Béachèle et l'âne Goupil. Cinq ans plus tard, il soutient la candidature européenne du CRS de la pensée libérale Daniel Cohn-Bendit, toujours en compagnie de l'âne Goupil, mais aussi avec Plenel, Glucksmann, Val, Sollers et Zaki Laïdi.

Après le démontage des tours du World Trade Center et du Pentagone en septembre 2001, Touraine envisage de se reconvertir en stratège : « *Dans une situation de guerre, il faut être d'un côté ou de l'autre.* [...] *Il faut donc soutenir ouvertement l'intervention américaine jusqu'à la destruction complète des talibans et d'Al-Quaida.* » (*QVM*, 27.11.01). Cette succession d'engagements héroïques assurent à notre sociologue une rente médiatique à vie.

Il totalise 43 passages à la télévision depuis le 1er janvier 1995 – 20 de plus qu'Alain Minc [17] ! Le 2 mars 1995, *Le Nouvel Observateur* et *L'Événement du Jeudi* publient *l'un et l'autre* un entretien avec Alain Touraine... Les patrons lui vouent un culte qu'ils savent réciproque. Et c'est un moment d'anthologie qu'offre France 2 aux téléspectateurs de « Bouillon de culture » (29.09.00). Face à face : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *Monde* et conseiller patronal, Jean-Marie Messier, PDG de l'ex-Générale des eaux, et Alain Touraine. Messier célèbre « *l'excellent ouvrage d'Alain Touraine* ». Touraine réplique à propos du dernier ouvrage de Messier : « *J'ai trouvé ce livre merveilleux.* » Alain Minc intervient alors : « *C'est en lisant Alain Touraine que j'ai appris à me méfier du marxisme.* » Touraine n'a plus qu'à conclure : « *J'ai trouvé le livre de Minc formidable d'intelligence.* » (Lire *PLPL* n°2/3, pour d'autres extraits de la scène.)

À l'instar de Robert Rochefort, Touraine voit dans la sociologie le lubrifiant des réformes de droite. Puisque « *ce n'est plus autour de la production et en terme de classes sociales qu'apparaissent les grandes fractures* » (*QVM*, 20.09.02), puisque « *nous sommes passés du siècle de Marx au siècle de Freud et nous cherchons à sauver ou à retrouver le sujet personnel* » (*Nouvel Observateur*, 26.06.03), l'État social doit disparaître. Dès que la rédaction de pétitions de soutien à Claude Allègre lui en laisse le loisir (« *Contre l'immobilisme et le corporatisme* », *QVM*, 31.03.00), Touraine plaide pour la privatisation de la santé : « *Les hôpitaux, financés par la Sécurité sociale, devraient fonctionner selon d'autres règles que celles d'un service d'État.* [...] *Les institutions publiques doivent être gérées par des associations, des pouvoirs locaux, des coopératives ou des entreprises privées.* » (*QVM*, 20.09.02). Les grèves du printemps 2003 l'ont « *effaré* » (*L'Est républicain*, 12.06.03).

Pourtant, comme d'autres, Alain a senti le vent idéologique tourner. Il se rend au Chiapas se faire photographier avec le sous-commandant Marcos. Et à la question « Pour ou contre l'antiglobalisation ? » posée par le *Monde des Débats*, fondé par son caniche moustachu Michel Wieviorka, Touraine répond sans hésiter « pour ». Certes ce mouvement « *serait dangereux s'il s'opposait à l'ouverture du commerce international* » mais « *face à la globalisation, la réponse la plus efficace est le multiculturalisme.* » Une telle conclusion est appuyée par un raisonnement qui reste à ce jour l'état le plus avancé de la tourainologie : « *Est-ce parce qu'on mange du couscous, de la fetjoada, de la cuisine Tandoori qu'on laisse disparaître le confit d'oie ou la blanquette de veau ?* » (*Le Monde des débats*, n° 27, juillet-août 2001) La bouche pleine de tofu, le sociologue jauni porte parfois un regard ambivalent sur ce qui fut aussi son œuvre : « *Depuis plus de dix ans au moins, nous avons vu augmenter les inégalités et reculer les acquis sociaux sans rien dire, peut-être même sans rien penser* » (*QVM*, 27.11.03)

4 Les actes de ce raout ont été publiés par *La Revue*, organe théorique de la CFDT, n° 26, décembre 1999.

5 Interrogé par *PLPL* (numéro 0, juin 2000), le linguiste Noam Chomsky a comparé les performances mentales de Helvig à « *celles d'un enfant de 10 ans* ».

6 Intervention orale à la Maison des sciences de l'homme, 11 juin 2003.

7 *Le Monde*, 11 juin 2003. Le 15 juin, Piketty est opposé à Bernard Thibault sur France Europe Express (Christine Ockrent, France 3). Le lendemain, il récidive dans *Libération*. Olivier Blanchard, autre chroniqueur économique de *Libération*, tout aussi médiocre et bardé de diplômes, a pour sa part défendu la politique salariale de Michelin en 1999 (« *la protection de l'emploi est une mauvaise idée* », 20.09.00) et réclamé l'année suivante « *un processus de licenciement plus léger* » : « *La loi sur les licenciements proposée par le gouvernement me paraît une aberration, un retour en arrière. Sa logique est que les patrons paieront.* » (11.06.01) Serge July l'avait félicité.

8 Selon l'analyse du grand sociologue sardon Frédéric Lebaron dans *Le Savant, le politique et la mondialisation*, Éditions du Croquant, 2003, p. 23-24. Lebaron nous prie de communiquer le message suivant : « *Vive* PLPL *! À bas le PPA !!* »

9 « Tout le monde en parle », France 2, 27 avril 2003. Ardisson s'est réjoui de cet avilissement : « *C'est la première fois qu'un chercheur du CNRS participera à notre blind-test* ». Le dernier livre du « chercheur » est opportunément titré *L'Autre mondialisation*.

10 Les caquetages sur la « complexité » ont été analysés dans *PLPL* n° 10, juin-août 2002.

11 Source : Base de données de l'Inathèque de France.

12 Exemple : Bernard Villeneuve et François Henri de Virieu, *Le Nouveau pouvoir*, J-C Lattès, 1981, p. 23.

13 Dans le film de Pierre Carles, *La sociologie est un sport de combat*, CP Productions, 2001.

14 Le plagiaire Alain Minc a expliqué : « *Nous étions passés d'une société de producteurs – 1936 – à une société de consommateurs – 1968 – ; nous voilà dans une société de sybarites – 2001.* » (Alain Minc, *Le Fracas du monde*, Seuil, 2001, p. 190) Un autre plagiaire, Jacques Attali, estime pour sa part : « *Nous sommes passés d'une société de l'énergie à une société de l'information.* » (Intégral.com, juillet-août-septembre 2002.)

15 Touraine avait signé la pétition pro-Juppé « Pour une réforme de fond de la sécurité social » et squatté les médias pour soutenir le gouvernement et accabler les grévistes. Lors de l'émission 7 sur 7 (TF1) du 19 décembre 1995, Alain Juppé lui rendit un vibrant hommage : « *J'ai enregistré ce soutien avec beaucoup d'intérêt et je suis toujours très attentif à ce que dit Monsieur Alain Touraine.* »

16 Alain Touraine, *Lettre à Lionel*, Fayard, 1995, p. 14 et 16.

17 Selon la base de données de l'Inathèque.

PLPL A TESTÉ POUR VOUS

LE PL

Comment les médias fabriquent-ils l'« actualité » ? La recette est aussi mystérieuse que celle de l'œuf à la coque : ériger un fait divers larmoyant en fait de société, ouvrir un « débat » en multipliant les sondages, le nourrir à coup de « points de vue » d'intellectuels à gages, puis passer au fait divers suivant. L'objectif : doper les ventes. Les 25 et 26 septembre 2003, deux événements concomitants, mais sans point commun, se télescopent : la mort de Vincent Humbert, un jeune tétraplégique euthanasié avec l'aide de sa mère, Marie Humbert et l'annonce du budget de la France pour l'année 2004. D'un côté, un fait divers qui ne touche tout au plus que quelques familles ; de l'autre, une décision politique qui conditionne l'avenir de soixante millions d'individus. À laquelle de ces deux « actualités » le Parti de la presse et de l'argent (PPA) a-t-il choisi de donner la priorité ? Un envoyé spécial de *PLPL* a lu, écouté, regardé, tous les médias du 25 et 26 septembre 2003. Sorti en très mauvais état de cette enquête (les services médicaux de *PLPL* ont d'ailleurs dû mettre fin à ses jours), il nous a livré, la voix chevrotante, cette conclusion testamentaire : *« Les chiffres obtenus prouvent scientifiquement la vacuité de la production journalistique. Ils permettent de poser les premiers éléments d'une définition du produit presse pathétique (PPP) qui, comme l'oignon, fait pleurer et brouille la vue. Vive la Sardonie ! »*

Gros tas pluraliste

1- LA BOURSOUFLURE AUDIOVISUELLE

Ces 25 et 26 septembre 2003, le service public audiovisuel se distingue une fois de plus par la pertinence de ses choix éditoriaux. Sur France 2, Daniel Bilalian et David Pujadas, dont les encéphalogrammes plats ne réagissent qu'à la stimulation d'un fait divers, ouvrent systématiquement leurs journaux de 13 h et de 20 h sur le *« geste d'amour de Marie Humbert »*. En l'espace de 48 heures, ils consacreront la bagatelle de 14 reportages d'une durée totale de 30 minutes 50 secondes à la mère modèle et à son fils. L'annonce du budget 2004 est reléguée en milieu du journal (6e position) et ne bénéficiera en tout que de 4 sujets (soit 7'45"). Durant ces deux jours, la Peste France Inter réserve également l'ouverture de chacune de ses éditions de 13 h et de 19 h au « calvaire de Vincent Humbert » et gémit ainsi durant 27'45". Le budget, renvoyé systématiquement en seconde partie, connaît un déficit de traitement de 3 minutes (24'45"). Avec courage, France 3 dédie quasiment la moitié de son 19-20 du 26 septembre à *« l'acte qui relance le débat sur l'euthanasie »* (11'30" sur 27'), offrant à ses téléspectateur le bonheur d'un très long entretien avec Bernard Kouchner que l'on verra bondir frénétiquement dans tous les médias (invité de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1 le 26.09.03, dans l'édition du *Monde* du 26.09.03, à « 100 minutes pour convaincre » sur France 2 du 25.09.03, « Mots Croisés sur France 2 du 29.09.03, etc.). L'annonce du budget 2004 ne suscite pour France 3 aucun « débat de société » : zéro reportage. De son côté, TF1 fait figure de média de référence avec « seulement » 8 sujets (19'15") et deux ouvertures en deux jours sur *« l'émotion des Français »*, alors que le sort du budget est expédié en 5 reportages (9') diffusés un quart d'heure après le début du JT.

2- TRENTE-QUATRE JOURNAUX, UNE SEULE INFORMATION

La presse écrite n'est pas en reste dans l'attrait libidinal du scabreux. Notre enquêteur sardon s'est procuré un large échantillon des quotidiens nationaux et régionaux du 26.09.03. Le constat est édifiant. Sur 34 titres étudiés, 25 consacrent leur « une » à l'acte de la mère de Vincent Humbert, 6 seulement à l'annonce du budget. Mais ces intrépides-là ravalent vite leur insolence : dès le lendemain, cinq font « monter » en couverture le

URALISME

fait divers de Berck-sur-Mer. *L'Humanité* résiste plus longtemps que ses confrères avant de se vautrer dans le pathos, consacrant le lundi 29 septembre sa « une » et une page entière à la *« meurtrière au nom de l'amour »*. La palme de la duplicité revient aux deux « journaux de référence », *Le Monde* et *Libération*. En se retranchant derrière le vocable objectivant et passe-partout du « débat », les deux quotidiens se délectent dans plus de neuf articles d'une histoire intime. Et l'éditorialiste de *Libération* Jean-Michel Thénard, qui rime avec escobar, moralise : *« Il y a le silence effrayant d'une société voyeuriste qui a regardé sans bouger cette tragédie écrite, programmée, médiatisée jusqu'à l'insupportable, au risque de tout compliquer encore »*, alors que son journal se roule dans la compassion mielleuse.

3- LES MOTS QUI DÉGOULINENT

Les lexicographes sardons se sont penchés sur le fatras des 124 articles et 12 éditoriaux consacrés à « l'affaire Humbert » par les 34 quotidiens analysés. Non seulement la plupart des journaux traitent du même sujet, mais ils utilisent aussi les mêmes formules ! Le vocabulaire des journalistes se limite à sept mots : « amour », « drame », « souffrance », « douleur/douloureux », « calvaire », « émotion/ému », « débat », qui reviennent 544 fois. Soit une moyenne de 16 occurrences par titre. *Le Monde* et *Libération*, dont la capacité à ânonner des calembredaines est bien plus grande que celle de ses concurrents, se situent tous deux très au-dessus de la moyenne avec respectivement 21 et 20 citations. Le dernier « geste d'amour du gouvernement » (le budget 2004) et ses innombrables répercussions sur le quotidien de millions de travailleurs ne déclenchent que 92 articles et 1 éditorial (exception faite du *Figaro* du 26 septembre qui consacre dans un seul numéro 8 pages de propagande au budget 2004).

PLPL est donc capable à ce jour de livrer les mots d'ordre médiatique gravés en lettre d'or sur le sous-main cartonné distribué gracieusement à toutes les rédactions le 26 septembre 2003. (Ci-contre)

SOYEZ PLURALISTES...

- Ne dites pas : « la souffrance des travailleurs » Dites : « la souffrance de Marie Humbert »
- Ne dites pas : « le calvaire des syndicalistes » Dites : « le calvaire de Vincent Humbert »
- Ne dites pas : « la douleur de perdre son fils quand il adhère au Parti socialiste » Dites : « la douleur de perdre son fils (Vincent Humbert) dans un accident de la route »
- Ne dites pas : « l'amour du profit » Dites : « le geste d'amour de Marie Humbert »
- Ne dites pas : « le drame vécu par des dizaines de milliers de licenciés » Dites : « le drame vécu par un tétraplégique, Vincent Humbert »
- Ne dites pas : « le débat sur l'ignominie du téléachat moustachu » Dites : « le débat (de société) sur le geste de Marie Humbert »
- Ne dites pas : « le droit de vivre sans être empoisonné par la presse qui ment » Dites : « le droit de mourir (de Vincent Humbert) »
- Ne dites pas : « À bas le PPA, vive PLPL ! » Dites : « Oui chef ! Moi aussi, j'adore les euros !»

« Quand Tony Blair s'est vendu à Murdoch »

L'histoire est édifiante.
Au printemps 1992, les travaillistes britanniques conduits par Neil Kinnock semblent assurés de la victoire aux élections générales. Mais les journaux détenus par Murdoch se déchaînent contre Kinnock, qui échoue.
Une dizaine d'années plus tard, *The Economist* analyse : *« les tabloïds conservateurs ne lui ont pas laissé la moindre chance. »*

Les conseillers en communication de Blair – Peter Mandelson et Alastair Campbell – jurent que l'histoire ne se répétera pas. Les travaillistes vont pactiser avec les médias, ajustant leurs propositions politiques aux préférences idéologiques du PPA britannique. *« M. Blair a été formaté et vendu directement aux propriétaires de la presse la plus réactionnaire comme un gagneur et comme le véritable héritier de Margaret Thatcher. Avant de devenir Premier ministre, M. Blair se rend en Australie* [en 1995] *à l'invitation de Rupert Murdoch rien que pour prononcer un discours sur le leadership devant les cadres supérieurs du* tycoon[1]. » Pour lécher le très large postérieur de Murdoch, Tony Blair entreprend en effet un voyage de vingt-deux heures de vol dans chaque sens. Arrivé au bord de la piscine où barbotte son maître australo-américain, il feule : *« Sur certains points, Thatcher et Reagan ont eu raison : mettre davantage l'accent sur l'entreprise ; récompenser le succès au lieu de le pénaliser ; casser les corporations associées à la bureaucratie d'Etat*[2]. »
Le magnat de l'extrême droite médiatique éructe de bonheur. Blair sera son homme.

Pour flatter l'antisyndicalisme hystérique de Murdoch, Blair promet, avant même d'arriver au pouvoir, qu'il *« laissera la loi britannique demeurer la plus restrictive du monde occidental en matière de droit syndical*[3]. »
Tant d'égards méritaient récompense : cinq ans après avoir détruit Neil Kinnock, les journaux du groupe Murdoch, le *Sun* en tête, appellent à voter travailliste. Depuis, comme Christine Ockrent, Cohn-Bendit et Claude Imbert, la presse Murdoch appuie une gauche aussi intelligente. *« Il y a des moments,* notait *The Economist* en mai 2003, *où on a le sentiment que le ministre de l'Intérieur, David Blunkett, prend ses ordres auprès des éditorialistes*[4]. »
Gagner et conserver la bienveillance de la presse a donc imposé aux travaillistes de transformer leur programme pour servir les intérêts des patrons de presse. La leçon explique-t-elle pourquoi la défunte « gauche plurielle » et les « altermondialistes » lèchent sans cesse les journalistes et tendent les fesses à ceux qui les emploient ? *(lire page 10)*

1 *The Economist*, 31.5.03. Rupert Murdoch contrôle le *Times*, le *Sun*, le *News of the World*, et le *Sunday Telegraph*, soit 40 % du tirage des quotidiens britanniques.

2 John Rentoul, *Tony Blair, Prime Minister*, London, Warner Book, 2001, p. 280.

3 *The Times*, 31.3.97. Cité par John Rentoul, *op. cit.* p. 311.

4 *The Economist*, 31.5.03. En juillet 2003, Rupert Murdoch a censuré un éditorial critique de Blair et de ses mensonges irakiens dans *News of the World*, l'un des périodiques qu'il contrôle.

PURÉE FROIDE SE RÉCHAUFFE

La guerre est déclarée. Franz-Olivier Giesbert l'a annoncé sur France 3 : le clash des civilisations oppose « *baverezens* » et « *duhaméliens* ». Pour l'essayiste Nicolas Baverez, la France « tombe » parce qu'elle n'a pas fait assez de « réformes » thatchériennes. Pour l'éditorialiste Alain Duhamel, la France n'est pas tout à fait « tombée » parce qu'elle a déjà entrepris quelques « réformes » thatchériennes. Les médias adorent ce genre de « débat » acharné : faut-il plus de capitalisme et de privatisations (Baverez) ? Ou faut-il… continuer à faire plus de capitalisme et de privatisations (Duhamel) ? « Déclin ! », piaille l'un ; « désarroi ! », piaule l'autre. Le 10 octobre 2003, *Le Point*, hebdomadaire de François Pinault (dont Alain Minc est l'homme de confiance, Giesbert le directeur et Béachèle l'homme de lettres), hurle en couverture : « Débat : Déclin ? L'affrontement Baverez-Duhamel. » Un « affrontement » ? Non, une boucherie…

La France est immobile, attaque Baverez, elle est encroûtée dans le socialisme : « *On est passé de 4 à 5,1 millions de fonctionnaires ! Cette formule de modernisation extrêmement ambiguë et schizophrène est à bout de souffle.* » Duhamel, éditorialiste au *Point*, regimbe, les naseaux fumants : « *la France n'est pas immobile. Elle avait nationalisé, elle privatise.* » Avant que Baverez ne reprenne ses esprits, il l'achève : « *C'était, en effet, une erreur et une facilité de continuer comme on l'a fait le recrutement des fonctionnaires. Là, il y a à mon avis une bastille à prendre. Les statuts de 1945 sont des anachronismes qu'il faut évidemment modifier.* » La violence de la réplique désarçonne Baverez qui bafouille : « *L'analyse développée par Alain Duhamel théorise finalement un peu ce que fait aujourd'hui le gouvernement Raffarin.* »

« DÉCLIN ! », PIAILLE BAVEREZ ; « DÉSARROI ! », PIAULE DUHAMEL

Renommé pour sa langueur balladurienne, Duhamel est méconnaissable. Purée Froide bout de rage, comme après un séjour au micro-ondes. Non pas que les idées de Baverez l'indignent : ce sont les siennes. Mais, dès septembre, Baverez a tiré son essai avant que Duhamel ait pu dégainer le sien, en octobre. Résultat : le marché du livre de marché est déjà saturé. *Le désarroi français* de Duhamel (18,50 euros) ne dépasse jamais la trente et unième place du classement « essais » du 31 octobre 2003. Une terrible humiliation pour un journaliste dont les flocons de purée imprimée s'arrachaient il y a quinze ans sur les linéaires de la non-pensée. En revanche, *La France qui tombe* (12 euros seulement) rapporte beaucoup d'argent à Baverez, ce qui lui permettra de financer des études à Sciences Po à chacun de ses cinq enfants (pour le moment). Purée froide prend alors la décision stratégique de « coller à Baverez » (comme les chefaillons d'Attac « collent à Bové » quand ils veulent être photographiés). Il utilisera son réseau d'amis du Parti de la presse et de l'argent (PPA) pour quadriller les médias. En mordillant les basques de Baverez sur tous les plateaux, il apparaîtra comme son contradicteur. Et Duhamel se prend à rêver : les cadres supérieurs douste-blazystes abonnés au *Monde* achèteront peut-être les deux essais (ratés) à la fois.

Mais Purée froide est à contre emploi. Son ami Giesbert le souligne sur France 3 (Culture et dépendances, 08.10.03) : « *En tout cas, c'est un événement parce que je crois qu'on n'a jamais vu ça à la télévision : Alain Duhamel en colère comme ça…* » L'homme en colère joue le tout pour le tout : son éditeur vient de l'aviser que certains libraires renvoyaient déjà son livre par camions entiers. Purée froide empoigne donc Baverez.

Duhamel : – « *Vous nous bombardez de centaines de chiffres que d'ailleurs on connaît puisque ce sont ceux qui sont dans les journaux* »

Giesbert : – *Vous citez les mêmes…* »

Duhamel (implorant) : – *Franz, ne me racontez pas qu'il y a autant de chiffres dans mon livre que dans le sien parce que ça n'est pas vrai* »

Giesbert : – *Y en a beaucoup aussi…* »

Duhamel (furieux) : – *Non ! Non ! ça n'est pas vrai ! Y'en a pas beaucoup.* »

Blême de fureur, Purée froide se tourne vers Baverez qui tente de garder sa contenance d'énarque constipé : « *Y'a pas d'âme* [dans votre livre] *! Y'a pas d'âme ! Y'a pas l'âme de la France dedans !* » Baverez, légèrement inquiet, affirme que si. Duhamel, surexcité, pousse des hurlements : « *Mais non ! Pas du tout !! Pas du tout !!! Pas du tout !!!!* […] *C'est incroyable !* » Même *PLPL* est soudain pris de pitié.

Baverez est partout. Sur « Ripostes » (France 5, 21.09.03), il plaide pour un retour à la situation de 1945, quand les Français travaillaient entre « *48 et 52 heures pour reconstruire ce pays* ». Sur France 3, Giesbert avait souligné ce propos et noté : « *Duhamel, il a écrit un anti-Baverez, mais vous avez des points d'accord, par exemple, que les Français ne travaillent pas assez…* »

Dès lors, se pose pour le patronat un problème insoluble. Comment reprendre à son compte les analyses de Baverez sans encourir le risque de déchaîner la jalousie de Purée froide (devenue bouillante) ? La réponse est donnée le 2 octobre 2003 quand Ernest-Antoine Seillière est invité par Alain Duhamel à l'émission « Question ouverte » (France 2). Purée froide attaque d'emblée et somme le baron de prendre parti : « *Il y a une question que tous les Français se posent en ce moment* [sic], *c'est celle de savoir si la France est en déclin ou si elle traverse une crise d'adaptation. Vous, quel est votre point de vue là-dessus ?* » Seillière a flairé le piège : s'il parle de « déclin », Duhamel le croira baverézien, et ce sera la guerre ; s'il parle de « désarroi », Baverez le croira duhamélien, et ce sera la guerre. Les deux étant de bons amis du Medef, le dilemme est cornélien. *PLPL*, qui n'aime pas toujours les patrons, doit reconnaître le brio jésuitique de la réponse de Seillière : « *Nous partageons assez les analyses de ceux qui estiment que la France est en déclin, désenchantement – désarroi, diraient certains…* » À ce dernier mot, le baron peine à réprimer un clin d'œil à Duhamel.

Quelques jours après avoir rencontré un conseiller de Chirac pour lancer avec lui une fondation de l'UMP, Baverez déclare à *20 minutes*, un journal gratuit imprimé par *Le Monde*, qu'autant « *le temps libre* […] *est appréciable pour aller dans le Lubéron, autant, pour les couches les plus modestes, le temps libre, c'est l'alcoolisme, le développement de la violence, la délinquance.* » (07.10.03) Cette déclaration plonge dans les transes les animateurs de France Culture qui méprisent eux aussi le peuple. Baverez est chez lui dans cette radio avilie. Duhamel exige alors une compensation auprès de son ami Ramina-Colombani, directeur du *Monde* et animateur avec Jean-Claude Casanova d'une émission de ragots patronaux sur France Culture, « La Rumeur du Monde »[1]. Le 18 octobre, Purée froide en est donc à son tour l'invité. Ramina explique : « La France qui tombe, *c'est le titre d'un livre de Nicolas Baverez que nous avions reçu à ce micro pour marquer un peu le paysage de cette rentrée dominée par cette discussion sur le déclin* [sic]. *Et puis, voilà que paraît un livre d'Alain Duhamel qui s'appelle* Le Désarroi français *chez Plon et qui, sans nier la crise, nous parle des atouts de la France. Et donc s'engage une discussion sur le point de savoir si nous sommes ou non en déclin. En gros, il y a deux visions qui s'opposent. Il y a la théorie du déclin. C'est une thèse plutôt défendue à droite.* […] *Et une autre thèse qui était de dire : mais non, la France s'est formidablement adaptée à la mondialisation* […] *Ça, c'est plutôt une thèse qui est défendue dans la gauche réformiste et au centre droit*[2]. *Voilà, pour parler du paysage politique. Alain Duhamel, naturellement, est au-dessus de la gauche et de la droite et jauge cela de son poste d'observateur. Alors, je vais laisser la parole à Jean-Claude Casanova qui a commenté votre livre, Alain Duhamel, dans* Le Point. »

Casanova, qui dirige la revue proaméricaine *Commentaire* (dont Baverez est un des piliers), nous apprend qu'on ne dit pas Baverèze mais Baveré. Cruel, il confie à ce pauvre Duhamel « *Vous exagérez les différences entre Baveré et vous. Je vous assure, c'est le même raisonnement.* » Et puis tout a recommencé.

1 Ramina, qui aime sa Purée froide, lui a déjà accordé une sucrerie : *Le Monde des livres* du 3 octobre publiait une pleine page de « débat » entre Duhamel et le philosophe social-libéral Marcel Gauchet tandis que Baverez ne bénéficiait « que » d'une simple recension.

2 Dans *L'Express*, 23.10.03, Claude Allègre, ancien ministre de Jospin, prendra parti pour Duhamel, coauteur du dernier livre de Jospin : « *Certains ont parlé d'un match Nicolas Baverez-Alain Duhamel, le déclin contre le désarroi. S'il en est bien ainsi, Duhamel a gagné par KO.* […] *Alain Duhamel a raison. La France est en désarroi, non en déclin. Lisez ce livre d'Alain Duhamel. Il tombe à pic.* » Non, il coule – et son auteur avec lui.

BREVES MOUSTACHUES...

PLPL N° 17

LES SONDEURS CONTRE LES CHÔMEURS

Le 16 novembre 2003, dépêche de l'AFP : « *Les deux tiers des Français (67%) pensent qu'il 'faut réduire les indemnisations après une longue période de chômage pour contraindre les chômeurs à retrouver du travail, selon un sondage CSA pour France-Info-France3-France Europe Express rendu public dimanche. 29 % considèrent au contraire que 'dans la période actuelle', 'il faut maintenir les indemnisations des chômeurs au même niveau sans limitation de durée'* [...] » Aussitôt France 3 et France Info, qui ont financé cette « étude », divulguent la nouvelle. Elle tombe à pic : le gouvernement veut réduire la durée d'indemnisation des chômeurs. François Fillon, ministre des Affaires sociales, bondit sur l'occasion : « *Il y a un sondage récent qui montre que 67 % des Français pensent qu'on doit réduire la durée des allocations de chômage.* » (France Inter, 20.11.03)

PLPL s'est procuré les questions posées par l'institut CSA dont le directeur des études, Stéphane Rozès, est le chouchou du PS, du PC, des Verts et de la CGT.

« *Dans la période économique actuelle, quelle attitude pensez-vous que le gouvernement doive en priorité adopter vis-à-vis des chômeurs ?*
1/ Il faut maintenir les indemnisations des chômeurs au même niveau sans limitation de durée
2/ Il faut réduire les indemnisations après une longue période de chômage pour contraindre les chômeurs à retrouver du travail »

Le choix est vicieux. En novembre 2003, l'indemnité de chômage non dégressive est *déjà* limitée dans la durée (23 mois pour les moins de 50 ans ayant travaillé plus de 14 mois au cours des deux dernières années, 7 mois pour ceux qui ont travaillé 6 mois au cours des 22 derniers mois). Or, en proposant de « *maintenir les indemnisations* [...] *sans limitation de durée* », le fourbe Rozès suggère le contraire. En outre, à l'heure actuelle, les indemnisations sont *déjà* réduites « après une longue période de chômage »... puisque tout bonnement supprimées.

Autant dire qu'en proposant de choisir entre 1/ l'indemnisation non dégressive et éternelle des chômeurs (une situation sans doute souhaitable mais qu'aucun politique ne propose plus), et 2/ la « réduction des indemnisations », ce sondage favorise une opération de communication gouvernementale. Les médias n'auront plus ensuite qu'à justifier les décisions de Fillon destinées à rogner encore les droits des chômeurs en invoquant l'appui de l'« opinion ». C'est pourtant Laurence Parisot, PDG de l'IFOP, pas Stéphane Rozès, qu'Ernest-Antoine Sellière a nommée vice-présidente du Medef. Mais le CSA a sans doute voulu montrer qu'il pouvait lui aussi se charger des basses œuvres du patronat.

DANIEL SCHNEIDERMANN CHANGE D'AVIS

Les tyrans du *Monde* ont donc congédié Schneidermann, Ramina ayant expliqué qu'« *un journaliste n'a pas le droit d'écrire contre son entreprise.* » Schneidermann n'a pas tardé à faire le tour des plateaux et des studios pour commenter son infortune. Il doit avoir été surpris car en 1999, cinq ans après l'arrivée au pouvoir du trio maléfique Ramina-RTA-le plagiaire servile, il ne tarissait pas d'éloges sur ses chefs, impressionné en particulier par « *le travail et le talent* » d'Alain Minc. Il détailla son amour des chefs du *QVM* dans un essai âcre titré *Du journalisme après Bourdieu* (Fayard, 1999.) Dix ans plus tôt, Schneidermann réservait sa sévérité à Serge July, lui faisant remarquer « *non seulement vous avez retourné votre veste, mais vous l'avez mis en scène magistralement* » (« Apostrophes », A2, 14.4.89). En effet. Mais July n'est pas le seul. Désormais Schneidermann ne salue plus le talent d'Alain Minc ou la diplomatie de Colombani. Il travaille dans le journal de... Serge July.

SCHNEIDERMANN A (ENCORE) CHANGÉ D'AVIS

À la suite de la retraite de Bernard Pivot, Daniel Schneidermann s'inquiétait du sort de l'émission littéraire *Bouillon de culture*. Dans le supplément télé du *QVM*, il écrivait : « *On évoque aujourd'hui, pour le remplacer, le nom de Guillaume Durand, prototype de ces interchangeables dont les écrans de toutes les chaînes, publiques ou privées, sérieuses ou branchées, ont successivement encadré la face de caméléon.* » (*Le Monde*, 1-2.7.01) Dans son numéro 6 (octobre 2001), *PLPL* commentait : « PLPL *attend de voir si ce propos sera répété le jour où Schneidermann ira - car il ira, et en rampant ! - vendre son dernier livre raté dans l'émission de Durand.* » Gagné ! Schneidermann, a rampé sur le plateau de *Campus* le 2 octobre 2003 pour vendre son dernier livre raté. Et le mot de « caméléon » n'a pas été prononcé.

France Boutique, de Tonie Marshall • La réalisatrice s'empare de la télévision pour raconter la vie ratée du couple de bateleurs qui anime l'émission

Petits mensonges et grande misère d'une vie rythmée par le téléachat

FRANCE BOUTIQUE est une ... doit repousser les ardeurs d'une de ses employées. De son côté, Fran-

La tension était à son comble au *Monde*, mercredi 29 octobre 2003, après la publication de la critique du film « France Boutique » dans les colonnes du *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*). Titré « Petits mensonges et grande misère d'une vie rythmée par le téléachat », cet article de Samuel Blumenfeld, journaliste au *Monde*, aurait déclenché la fureur du directeur de la rédaction, Edwy Plenel. En effet, M. Plenel est également l'animateur d'une émission de téléachat littéraire sur la chaîne câblée de Bouygues LCI. Cette activité lui vaut d'ailleurs le surnom de « Roi du téléachat » (RTA). Dans ce texte servi par un style mordant, Samuel Blumenfeld attaque en particulier « *une émission de téléachat diffusé sur une chaîne du câble* » – « *la plus creuse du paysage audiovisuelle française* », précise-t-il – avant de stigmatiser la « *rhétorique de bateleur* », les « *foucades* » et « *le mode de vie mensonger* » de son animateur. Si M. Plenel n'est pas nommé, chacun a identifié la cible de cette charge. Des murmures parcourent les couloirs du *Monde* : « *Blumenfeld nous montre la voie* ». De moins en moins isolé au sein d'une rédaction encore secouée par le licenciement du chroniqueur télévision Daniel Schneidermann, Samuel Blumenfeld risque néanmoins sa place. L'Internationale sardonique nous prie de transmettre à M. Blumenfeld ses chaleureuses félicitations pour sa conduite héroïque, et à M. Plenel le communiqué suivant : « *Edwy, si tu touches un seul cheveu de notre camarade Blumenfeld, il t'en cuira.* »

LA « MARQUE » *LIBÉRATION*

France 2 célèbre les trente ans de *Libération* en interrogeant son responsable commercial (01.10.03, 13 h). Pour lui, le journal se résume au losange rouge car « *c'est une marque, ce logo, on peut presque le porter sur soi* ». Pour July, le contenu n'a pas davantage d'importance : « *Feuilleter ce journal, c'est presque un spectacle. Au sens américain du terme.* » C'est-à-dire un sac à pub convertible en dollars.

PHILIPPE VAL EST DÉÇU

Le 26 novembre 2003, Philippe Val confie son désarroi dans un éditorial du *NEM* [*Non Evénement du Mercredi*, ou *Charlie Hebdo*] : « *Ni Bush ni Sharon ne nous aident...* ». Oui, et c'est même une vraie surprise tant l'humaniste lettré du *NEM* comptait sur ces deux-là pour faire progresser les idées de Spinoza.

LE CAUCHEMAR DE JEAMBAR

Le 20 novembre 2003, Denis Jeambar, directeur de *L'Express*, éditorialise : « *Un bout de l'archipel communiste survit encore dans ce centralisme à la française géré par une bureaucratie trop souvent obèse, étouffante et inefficace.* » Jeambar ferait mieux de s'intéresser au gaspillage d'argent public lié au Rafale fabriqué par son principal actionnaire, la Socpresse de Hersant-Dassault.

PLPL COMBLE LE « TROU » DE LA SÉCU

À l'heure où le PPA hurle que la « réforme » (i. e. la démolition) de la sécurité sociale est « inéluctable » en raison de son déficit, le Conseil des économistes sardons a découvert dans *Les Échos* le moyen de rétablir les comptes. Selon ce quotidien économique, « *l'enveloppe des allégements de cotisations sociales patronales grimpera de 1,6 à 1,7 milliard en 2004.* [...] *Au total, le poste des baisses de charges sociales devrait peser l'an prochain entre 17 et 18 milliards d'euros (pas loin de 120 milliards de francs), bien plus que les crédits dont bénéficient la plupart des ministères. Et atteindra 21 milliards dans deux ans.* » (3.9.03) Fermer le robinet d'euros qui arrose les entreprises renflouerait instantanément le déficit de l'assurance maladie, estimé à 11 milliards d'euros pour 2004. Gageons que les patrons de presse « humanistes » comme Ramina, Lagardère, Hersant ou Crassus [Serge July, ndlr] se montreront enthousiastes.

SAC À PUB DIPLOMATIQUE

TF1, dont les publicités les plus chères coûtent 92 000 euros pour un spot de trente secondes, se plaint de ne plus avoir assez de place pour accueillir tous les annonceurs. Est-ce ce qui explique qu'après avoir envahi France Inter (ce qui a l'avantage de réduire le temps de parole de CCBDP [Ce cul béni de Paoli], la publicité se déverse à présent comme du poisson pourri dans les pages du *Monde diplomatique* ? Zéro page en août, deux en septembre, trois en octobre, cinq en novembre, six en décembre. Courage camarades publicitaires, encore vingt-six pages à racheter et *Le Monde* (diplomatique) vous appartient.

LE MONDE D'AGUITON

Dans le livre *Où va le mouvement altermondialisation ?* (La Découverte, 2003), Christophe Aguiton assimile la révolution mondiale aux chahuts étudiants des gosses de milliardaires. « *Dans les États-Unis d'aujourd'hui*, écrit-il, *c'est peut-être à Harvard que le mouvement de contestation est le plus important. C'est le signe que les mouvements de contestation ne se limitent pas à la périphérie et aux couches les plus exploitées, mais qu'il s'agit de crises majeures du système, le fissurant à partir de son centre.* » Obsédé par « le centre du système », notre BHL de la contestation a participé à un colloque cinq étoiles réuni les 25 et 26 novembre à l'Unesco « sous le haut patronage de M. Jacques Chirac, président de la République ». Jean-Pierre Raffarin, supérieur hiérarchique de Sarkozy, le compagnon de télé d'Aguiton, était prévu, mais il n'a pas pu venir. En revanche, sous le regard d'Élie Wiesel qui présidait la séance, Christophe a bredouillé des généralités prétentieuses sur le fordisme et invoqué André Glucksmann (!). Pire, il a été surclassé par Alain Minc qui le précédait à la tribune et qui avait choisi, lui, de parler... du « partage des richesses. » Le plagiaire servile a décrit Aguiton comme « *mon complice de la séance* » et s'est déclaré ravi de sa rencontre avec le BHL de la contestation. « *J'ai moins de désaccords avec lui que je ne le pensais. Dans cette institution il a fait une version très light de l'altermondialisation.* »

SCIENCES-PO DE CHAMBRE

L'hypothèse d'un référendum sur la Constitution européenne tétanise les intellectuels à gages que France 5 a invités à l'émission « C' dans l'air » (27.10.03). Pour Dominique Reynié, un prof de Sciences Po qu'on entend désormais en permanence et que même François Bayrou trouve idiot (France 3, 23.11.03), un « *déferlement poujadiste est inéluctable* » en cas de consultation populaire. Roland Cayrol, autre sondologue breveté Sciences Po, a surenchéri : « *Déjà chez nous, quand on parle des institutions, tout le monde s'endort* [...] *Ne demandez pas aux Français de s'intéresser à ça.* » Ils risqueraient en effet de voter « non ». Et, comme au moment du référendum corse, d'humilier le PPA.

« LA » QUESTION AUTORISÉE

Sur France Inter, dans l'émission de Stéphane Paoli, un auditeur ne rencontre aucune censure quand il roucoule, le 16 octobre 2003 : « *Stéphane Paoli, Jean-Luc Hees avait raison de dire que vous êtes la Rolls des journalistes.* »

LA POLITIQUE DE LA FESSE TENDUE

Le Parti de la presse et de l'argent (PPA) applique depuis longtemps un vieil adage : pour détruire la contestation, mieux vaut inviter ses représentants à s'exprimer dans un cadre bien surveillé, les compromettre en leur offrant des loukoums (ou des subventions) puis, quand ils sont repus et connivents, les occire en direct. En 2001, Alain Minc avait rassuré ses amis patrons de presse : « *La force de la bourgeoisie française, comme disaient les marxistes, a toujours été d'avaler ses contestataires en les installant au cœur du système.* »[1] Le Forum social européen (FSE) de novembre 2003 a fourni l'occasion de valider ce principe enseigné par *PLPL* dans ses camps d'entraînement de printemps (pour les abonnés uniquement). Tour à tour, des altercontestataires ont léché les micros, astiqué les caméras, garni les colonnes de la presse qui ment[2]. Il s'agissait, selon eux, de « faire passer des idées ». Le résultat est époustouflant…

Le 12 novembre 2003, Alain Duhamel accouche d'une formule qui va donner le ton à tous ses collègues pépéistes [du PPA, ndlr] : « *Le problème des altermondialistes aujourd'hui, c'est que ce sont encore des adolescents. Des adolescents hétéroclites, et que leur idéologie ressemble encore inévitablement à une sorte de capharnaüm.* » Jacques Nikonoff, José Bové, Christophe Aguiton, Pierre Khalfa Bernard Cassen sont prévenus : pendant près d'une semaine, on va les humilier, les infantiliser. Vont-ils se révolter, faire tomber Duhamel de son solex, rabattre son caquet au freluquet Guetta ? *PLPL* tend l'oreille[3].

Jacques Nikonoff, président d'Attac, essuie les plâtres sur France Inter le 12 novembre dans le lugubre « 7-9 ». C'est la tranche de Stéphane Paoli, la pouliche de la désinformation que bichonne Jean-Luc Hees, Laisse d'or de *PLPL*. Avant que Nikonoff ne souffle mot, Jean-Marc Sylvestre, Bernard Guetta, Pierre Le Marc et Dominique Bromberger ont tour à tour calomnié les « altermondialistes ». Sylvestre, le cerveau farci d'un supplément des *Échos* consacré aux ressources collectées par le FSE, renchérit sur le quotidien patronal : « *c'est assez peu transparent tout ça* […] *Le moins qu'on puisse dire c'est que tous ces mouvements de contestation qui réclament quand même du système capitaliste beaucoup de transparence, en manquent singulièrement pour eux-mêmes.* » Conclusion suggérée : ces contestataires n'ont aucune leçon à donner aux capitalistes. Et surtout pas à Bouygues (actionnaire de TF1 qui emploie Sylvestre) ou à Pinault (propriétaire du *Point* qui s'apprête à faire financer par les contribuables son immunité judiciaire aux États-Unis dans l'affaire Exécutive Life).

Un mois plus tôt, Bromberger avait comparé José Bové à Jean-Marie Le Pen : « *Il y a toujours en France des démagogues populistes, dont les derniers exemples en date sont Jean-Marie Le Pen et José Bové, pour rendre le monde entier responsable de nos difficultés* » (07.10.03). Ce matin-là, il prépare le terrain à Nikonoff : « *Le fait qu'il s'agisse d'un assemblage hétéroclite de quinquagénaires nostalgiques de mai 68, de révolutionnaires du Chiapas, de rescapés des Brigades rouges, de sans terre du Brésil et de bourgeois bohèmes parisiens ne saurait à lui seul, faire condamner cette manifestation.* » Pourquoi Bromberger n'évoque-t-il jamais les « *canailles suceuses de sang de l'OMC et de la commission européenne* », avant que Paoli ne reçoive et ne lèche son ami Pascal Lamy ?

Éditorialiste à *L'Express*, le blairiste Bernard Guetta sait qu'un communiqué d'Attac compare le projet de Constitution européenne à une tentative de « *constitutionnaliser le libéralisme.* » Avant même que Nikonoff n'ouvre la bouche, Guetta l'agonit : « *Prétendre que ce projet constitutionnalise le libéralisme est en conséquence un simple mensonge.* […] *ce Forum social et toutes les forces de gauche devraient au contraire défendre ce texte. Tout le reste n'est que cécité.* » Bienvenue au président d'Attac : il va pouvoir s'exprimer bien sûr, mais après que les auditeurs de la Peste France Inter ont appris qu'il se met peut-être de l'argent dans les poches, qu'il fréquente un démagogue proche de Le Pen et qu'il ment - à moins qu'il soit aveugle.

Nikonoff a tout juste prononcé trois phrases mollassonnes et emberlificotées que Bernard Guetta revient sur le plateau le vilipender comme un mauvais élève : « *Vous savez bien, monsieur Nikonoff, ce que c'est que l'économie* (articulant) *S-O-C-I-A-L-E de marché* ». Une petite voix répond : « *Non, justement je ne sais pas* ». Excédé, Guetta réplique comme on gronderait un nourrisson : « *Alors je vais vous le dire, je vais vous le dire. C'est le modèle européen* […] *Ce projet de Constitution affirme en toutes lettres que l'économie européenne doit être fondée sur la protection sociale. Vous savez parfaitement bien ce qu'est* (articulant) *la P-R-O-T-E-C-T-I-O-N sociale. Alors vous avez là une lecture complètement biaisée… ou en tout cas partiale de ce qu'est cette constitution européenne* ». De plus en plus méprisant, Guetta hurle : « *Dernier point en deux mots. La concurrence, contre laquelle vous vous élevez, elle peut-être… elle peut-être une arme contre les services publics. Mais en elle-même* (martelant) *EN ELLE-MÊME, la concurrence, c'est-à-dire la détestation des monopoles est une notion de gauche depuis le début du 20e siècle* ». Stéphane Paoli conclut alors le monologue d'une minute trente de son copain giscardien : « *Je vous laisse 30 secondes monsieur Nikonoff, parce que après, il faut qu'on arrête* ». Ce ne fut pas l'interview d'un « journaliste », mais l'interrogatoire de la police libérale des ondes.

Sur RTL, les auditeurs n'auront pas davantage la chance d'entendre un contestataire contester. José Bové sert le petit-déjeuner à Jean-Michel Aphatie, dont la fatuité est proportionnelle à la faiblesse de son invité. Aphatie part en roue libre : « *Alain Duhamel vient de le dire, au fond ce serait* [le FSE] *un rassemblement d'adolescents hétéroclites. La formule vous fait réagir ?* » La réponse de Bové est fulgurante : « *Écoutez, non, elle ne me fait pas réagir parce qu'après tout, dans ce débat sur la question de la mondialisation, sur la façon dont aujourd'hui le monde s'organise, personne n'a de véritable réponse globale.* » Aphatie n'a plus alors qu'à s'essuyer les pieds sur le porte-parole de la Confédération Paysanne : « *Au mois d'août, depuis le plateau du Larzac, vous promettiez au gouvernement une rentrée sociale brûlante. Vous vous êtes trompé José Bové.*[…] *C'était José Bové sur RTL qui n'a pas toujours raison. Bonne journée.* » Aphatie ne réplique jamais à Francis Mer : « *Il y a six mois, vous promettiez une croissance de 3%. Vous vous êtes trompé Francis Mer. C'était Francis Mer sur RTL qui n'a pas toujours raison. Bonne journée* ».

UN CHOIX S'IMPOSE : « PASSER DANS LA SOCIÉTÉ » POUR LA TRANSFORMER OU « PASSER DANS LES MÉDIAS » POUR S'Y FAIRE HUMILIER.

Quelques heures plus tard, Bové a changé sa chemise inondée des crachats d'Aphatie. Il court sur France Inter où l'on rigole encore du sort réservé à Nikonoff. Face à Bové, un trio balladurien est emmené par Pierre Le Marc, un sous-Alain Duhamel européiste et verbeux : « *Est-ce qu'il est raisonnable de vouloir détruire ou du moins s'attaquer aux leviers qui peuvent changer le monde, je parle de l'OMC, mais je parle aussi de l'Europe. Est-ce qu'il est réaliste de proposer un autre monde, et de lutter contre les outils qui peuvent générer cet autre monde, qui peuvent créer cet autre monde ?* ». Puis François Degois, de France Inter, revient sur la présence de Tariq Ramadan au FSE : « *Est-ce que cette affaire ne trouble pas au fond un peu… un peu plus l'image d'un mouvement alter mondialiste majoritairement antisioniste, et peut-être qui peut dériver vers l'antisémitisme, en tout cas certains le disent ou vous en accusent ?* ». La question est un bijou : le PPA somme les victimes de sa campagne de presse de s'excuser de la campagne de presse dont ils sont les victimes … Christophe Barbier, directeur adjoint de la rédaction de *L'Express* (groupe Hersant - Dassault), feint alors de s'interroger : « *Il n'y a pas au fond du mouvement alter mondialiste un rejet de la démocratie, c'est-à-dire un rejet du libéralisme* […] » ? Bové ne bronche pas. Sur Canal Plus (14.11.03), avec le producteur milliardaire Emmanuel Chain, ce sera pire. Car Chain se déchaîne : « *Comment pouvez-vous soutenir que la mondialisation est nuisible aux pays pauvres !* […] *On voit bien qu'elle apporte aussi une élévation du niveau de vie à beaucoup de gens, est-ce que ça vous le contestez ?* ». C'était incontestable, la mondialisation n'avait pas appauvri le présentateur : « *je gagne aux alentours de 30 000 euros par mois* »[4], plastronnait-il six semaines plus tôt en enfournant une nouvelle poignée de tuile aux amandes.

Nikonoff et Bové broyés, Jean-Pierre Elkabbach se réservait Bernard Cassen sur Europe 1 (14.11.03). D'abord une question triviale : « *Comment réduire et peut-être un jour éliminer le terrorisme ?* […] *Comment vous répondez globalement aux conflits de l'Irak, de l'Afghanistan, de l'Iran ?* ». Elkabbach avait oublié les conflits de Tchétchénie, du Tibet, de Côte d'Ivoire et les conséquences de la fin de l'empire Ottoman. L'accusé bredouille ; il dispose d'une trentaine de secondes pour instaurer la paix dans le monde. S'il ne défère pas à la sommation, Cassen sait qu'Elkabbach le congédiera comme un candidat du « maillon faible ». Ce qui l'empêcherait de « faire passer Attac dans la société » en répondant aux questions suivantes. « *Vous ne craignez pas la jonction entre une certaine extrême gauche et les fondamentalistes et extrémistes ?* », enchaîne Elkabbach avant de conclure : « *Il paraît que les femmes se plaignaient, j'ai vu ça sur l'AFP, que dans le forum social européen, la parité n'était pas respectée* […] *Les mauvaises habitudes ne se reproduisent-elles pas, même chez vous ?* ». Cassen chuinte : « *Vous avez raison là dessus* ». Et, timidement, « *c'est vrai que le problème de la parité se pose partout. Il se pose peut-être même dans votre maison…* » Elkabbach glapit aussitôt : « *On s'en occupe ! ! !* » Si, au lieu de se soucier de « griller Aguiton »[5] dans les médias, l'ex-président d'Attac s'était préparé à combattre le PPA, il aurait rétorqué à l'animateur : « *Vous vous en occupez ? Alors vous êtes nul. Sur neuf de vos postes de direction, aucun n'est occupé par une femme. Les flashs et éditions d'Europe 1 sont présentés par 15 hommes et seulement 3 femmes. Sur 12 des consultants que vous employez, 11 sont des hommes. Sur 18 reporters, 3 sont des femmes. Et vous prétendez, vous, nous donner des leçons ? Sortez de ce studio !* PLPL *le réquisitionne.* »

Cette réponse, nul ne l'entendra tant que les chefs médiatiques de l'« altermondialisation » préféreront tendre les fesses aux journalistes plutôt que de les leur botter. Un choix s'impose : « passer dans la société » pour la transformer ou « passer dans les médias » pour s'y faire humilier. Il y a vingt ans, l'historien Christopher Lasch a tranché : « *Une observation superficielle pourrait faire croire que de nouveaux moyens de communication donnent aux artistes et aux intellectuels la possibilité de toucher un public plus large que celui dont ils ont jamais pu rêver. Or, au contraire, les nouveaux médias se bornent à universaliser les effets du marché, en réduisant les idées au statut de marchandises*[6]. »

Cela, les anticapitalistes sardons l'ont compris. Les représentants de l' « altermondialisation », eux, préfèrent sourire à Nicolas Sarlozy. Sans jamais montrer les dents.

1 Alain Minc, *Le Fracas du monde. Journal de l'année 2001*, Seuil, 2002, p. 260.

2 De son côté, Christophe Aguiton a tenté de vendre sa tenue de maître nageur à Nicolas Sarkozy sur France 2 (« 100 minutes pour convaincre », 20.11.03). Mais prenant son interpellateur « altermondialiste » pour un garçon de bain, le ministre de la police s'en lassa et le congédia au bout de cinq minutes. Après sa désastreuse prestation, Aguiton cherchait une âme charitable qui lui dise : « *T'as été bon ! Qu'est-ce que tu lui as mis !* ». Mais son portable restait silencieux. Même ses proches prétendirent avoir raté l'émission ce soir-là. *PLPL* prépare un « roman-quête » sur cet épisode rocambolesque.

3 Les exhibitions médiatiques de la chéfaille contestataire sont désormais enregistrées, retranscrites et analysées par les GOS (les Grandes oreilles sardones). Dans la suite de cet article on s'en tiendra aux prestations radiophoniques. Lire aussi les savoureuses analyses de notre vitrine universitaire www.acrimed.org

4 *Technikart* n°75, septembre 2003.

5 Dont le portable venait d'ailleurs de sonner pour lui annoncer que Sarkozy consentait à débattre avec lui à condition qu'il se déguise en maître-nageur.

6 Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?* (paru aux États-Unis en 1981 sous le titre *Mass Culture Reconsidered*), Climats, Castelnau-le-Lez, 2001, p. 59.

LES STUDIOS DU BONHEUR

Le supplément *Le Monde Télévision* dépose chaque semaine au pied de la presse audiovisuelle l'offrande du vassal à son suzerain. L'édition du 4 octobre 2003 n'échappe pas à la règle. Un reportage dépeint les journalistes de radio comme les héros des temps modernes, prêts à braver tous les dangers pour informer les auditeurs. *PLPL* contre-enquête…

Le Monde télévision du 4 octobre 2003, par Armelle Cressard et Martine Delahaye

« 7h du matin, l'actualité en direct »

Une discipline exigeante qui oblige journalistes, reporters et chroniqueurs à travailler une partie de la nuit. Reportage à France-Inter, RTL, Europe 1 et RMC avec les lève-tôt du micro.❶

2 HEURES. Dans le silence de la nuit parisienne, les journalistes de France-Inter arrivent à la Maison de la Radio, dans le 16e arrondissement, pour préparer la session d'information la plus écoutée, le fameux « 7-8 »❷. […] Pendant ce temps, dans la salle de rédaction d'Europe 1, rue François 1er, dans le 8ème arrondissement, Christophe Delay, coordinateur du « 5-7 » et présentateur du journal de 8 heures, réexamine la grille arrêtée en soirée par la rédaction et Jérôme Bellay❸, directeur général. Avec Stéphane Soumier, animateur du « 7-8 », il écoute les reportages enregistrés la veille. Ce mardi 30 septembre, fait rare, le reportage de deux minutes prévu pour 7h40 se révèle trop faible pour ce moment crucial de la tranche matinale. Pas de panique. Guillaume Cahour, qui anime la session d'information du petit matin, réveillera, à six heures, un médecin agressé la veille dans la Seine-Saint-Denis, pour « un deux minutes » qui se révélera très fort.❹

[…]

5 HEURES. Dans les locaux de RTL, rue Bayard, dans le 8e arrondissement. Philippe Robuchon, rédacteur en chef des matinales, prend son téléphone et réveille en douceur, un par un, les chroniqueurs du jour. Seul Alain Duhamel, vieil habitué des petits matins radiophoniques, qui présente « Le fait politique » à 7 h 47, échappe à cette sollicitude. Il est debout, frais comme un gardon dès potron-minet, et rejoint la radio sur son fameux Solex.❺ […]

6 H 57 à la pendule d'Europe 1. « *Bon, faut y aller!* », lance Stéphane Soumier❻, avant de se détendre les mâchoires dans un grand bâillement. […] « *Le direct, c'est la règle de base du média radio. C'est tellement réactif !*, explique Stéphane Paoli (France-Inter). *Nous nous mettons tous en danger, c'est notre part de risque* »❼ […]

A RTL, Jacques Esnous s'autorise quelques plaisanteries pendant la diffusion des bobinots, mais, dès que l'invité politique de Jean-Michel Apathie❽ arrive, il reprend son sérieux. « *Travailler en décalé, alors que la plupart des gens commencent à se réveiller, c'est passionnant,* dit Jacques Esnous. *Et cela correspond à l'idée que je me fais du journalisme radio : souplesse, instantanéité et réactivité avec l'auditeur. Le direct, c'est vraiment formidable.*❾ »

[…]

Les généralistes ont depuis longtemps adopté un rythme identique pour leurs matinales. Bien sûr, il y a des différences : France-Inter privilégie les chroniques dans le « 7-8 » surtout (culture, santé, géopolitique, sport, revue de presse)❿, tandis que RTL accueille les éditorialistes Jean-Yves Hollinger, Alain Duhamel et Jean-Michel Apathie. […] Mais c'est dans le « 8-9 » que les radios se différencient le plus entre elles. Stéphane Paoli donne la parole en direct aux auditeurs dans « Radio.com, c'est vous ». « *En lui confiant le micro, on passe avec l'auditeur un contrat de confiance. Il peut dire ce qu'il veut à l'antenne, mais il y a peu de dérapages.*● »

9 HEURES. Le gong de fin du marathon résonne. L'équipe suivante prend le relais, les valeureux de la matinale peuvent reprendre leur souffle.

1 Le cahier télévision du *Monde* consacre régulièrement une page au portrait dithyrambique d'un confrère en vue, à charge de revanche… Les hiérarques les plus narcissiques du PPA y ont été léchés : Pascale Clark (18.06.01 et 11.08.02), Jean-Pierre Foucault (22.11.03), Jean-Luc Delarue (01.09.01), Mireille Dumas (16.07.01), Frédéric Beigbeder (08.10.01), Dominique Bromberger (14.01.02), Philippe Bouvard (28.01.02), Jean-Luc Mano (14.01.01), Benjamin Castaldi, présentateur de Loft-Story (28.05.01), le tiercé Jean-Pierre Elkabbach, Stéphane Paoli et Thierry Demaizière (11.01.98), etc. En célébrant les journalistes de la tranche matinale appartenant aux quatre grandes stations, *Le Monde* espérait cette fois obtenir la bienveillance des animateurs de revues de presse. Car le *Quotidien vespéral des marchés (QVM)* est désormais surclassé par *Le Figaro* pour les ventes en kiosques parisiens.

2 *Le Monde Télévision* est concurrencé sur le créneau de la flagornerie confraternelle par *Télérama*. Avant même d'être racheté et colonisé par le *QVM*, cet hebdomadaire entonnait chaque automne un cantique à la gloire de La Peste France Inter (26.11.97, 06.10.99, 10.10.01, 06.11.02, 01.10.03). Exemple : « Info chaude et café noir » (10.10.01), qui portait au pinacle Stéphane Paoli et son équipe. L'architecture de ce genre de reportage est celle d'une brochure publicitaire : mise en scène héroïque des chefs, impasse sur la marée de faits divers racoleurs, description attendrie des mille et un détails qui fondent le bonheur journalistique. Ainsi *Télérama* insiste sur « *Michèle* » qui « *arrive chaque matin avec le sourire, pousse la porte du studio 134 de la Maison de la radio avec son chariot et offre quelques boissons et viennoiseries à l'équipe* ». « *Michèle* » doit aussi supporter la puanteur de Bernard Guetta qui, « *un cigarillo entre les lèvres* », exige le dévouement total de ses domestiques : « *Elle connaît toutes nos manies, celui qui prend un sucre ou deux, du thé ou du café* ».

3 Là où Jérôme Bellay passe, l'indépendance trépasse. Problème : cet Attila du journalisme est passé partout. À France Info, qu'il crée en 1987 ; sur « La Cinq », chaîne Berlusconi-Lagardère, dont il dirige l'information en 1990 ; au *Quotidien de Paris* en 1991 ; à LCI, qu'il lance en 1994… Lagardère lui offre Europe 1. Bellay en fait la « Voix de l'argent ». Il avoue modestement vouloir faire : « *une radio plus haut de gamme et un peu plus intelligente* ». Et de confier la larme à l'œil et les chevilles gonflées : « *Vous savez, quand on fait quelque chose, cela vous ressemble* ». Résultat, *Le Canard Enchaîné* révèle qu'à la veille d'un congrès de l'UMP en 2002, Bellay ordonnait aux journalistes d'« *insister sur l'ambiance chaleureuse* » (27.11.02) Fulminant d'être démasqué, Jérôme beugle contre « *l'ignoble enculé, l'immonde salaud* » de journaliste qui a livré sa consigne au *Canard*. Avant d'asséner aux salariés de la station : « *N'oubliez pas que c'est moi qui vous ai embauchés pour la plupart, moi qui vous paie, moi qui vous augmente !* » (*Le Canard enchaîné*, 04.12.02).

4 Un fait divers crapoteux qui alimente l'hystérie sécuritaire, voilà enfin un sujet assez « fort » pour Guillaume Cahour. Alain Acco, président de la société des rédacteurs d'Europe 1, félicitera son collègue. Le fidèle Acco vient d'être nommé au tout nouveau Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance par Sarkozy (*Correspondance de la Presse*, 05.11.03).

5 Les sardons lassés par le caquètement de Duhamel pourront, après avoir lu la page 8 de ce numéro, répandre des clous sur la chaussée de la rue d'Assas (Paris, 6e) où réside l'éditorialiste.

6 « *Moi aussi j'y vais* » frétille Luc Évrard, rédacteur en chef du service économie, quand il accepte en ce début d'année 2003 d'animer une réunion de la multinationale TotalFinaElf. Ce « ménage » très lucratif (entre 4000 et 15000 euros la séance selon la notoriété du journaliste) augmentera d'autant le gros salaire d'un chef de service d'Europe 1. Cette fois-ci, la combine consiste à égayer les vœux de Thierry Desmaret aux salariés du groupe. Après le naufrage de l'Érika, après les morts d'AZF Toulouse, Évrard agresse Desmaret : « *Vous soutenez un rythme de développement dans l'Exploration-Production qui fait sans doute pâlir d'envie vos principaux concurrents. Comment faites-vous pour aller aussi rapidement ?* » (Document exclusif *PLPL*).

7 L'angoisse paralyse les auditeurs de France Inter à l'idée du péril qu'affronte chaque matin Stéphane Paoli : un café pas assez sucré par « *Michèle* », le micro qui chute lourdement sur le doigt, un bouton du gilet d'Alexandre Adler qui, après son triple repas de la veille, explose et vient perforer l'œil de Paoli. On comprend que les journalistes jalousent la vie de rêve des ouvriers qui se la coulent douce à l'abri du danger : en 1998, moins de 45% d'entre eux risquaient de « faire une chute grave », à peine 46% pouvaient « être atteints par la chute ou la projection de matériaux », seulement 61% avaient une bonne chance de « se blesser avec un outil ». (Source : Dares, *Efforts et risques au travail en 1998*, *Première Synthèse* n°16.1, 1999).

8 Les journalistes du *Monde* sont incapables d'orthographier le nom de leur ancien collègue. Elles privent aussi les lecteurs de la théorie du journalisme qu'a exposé Aphatie (et non Apathie) dans *Les Inrockuptibles* (18.1.00), suscitant l'admiration de l'opportuniste mondain Sylvain Bourmeau : « *Les plus beaux trucs sont spontanés, il ne faut pas s'embrouiller dans le jeu de l'explication savante. D'ailleurs, je n'écris pas mes papiers, mais je pars sur des faits collectés et deux ou trois notes* ». Des faits divers racoleurs, bien sûr.

9 Pour les salariés qui travaillent de nuit sans bénéficier des prévenances d'une « Michèle », les horaires décalés ne sont pas toujours « passionnants ». En 2002, 3 718 706 ouvrier(e)s et employé(e)s sont réveillé(e)s depuis longtemps quand Jacques Esnous ânonne ses informations faits-diversières (INSEE, *Données Sociales*, 2003). Les conséquences de ce travail de nuit sont multiples : troubles du sommeil, nervosité, éclatement familial, espérance de vie plus courte, etc.). Les journalistes comme Jacques Esnous, eux, peuvent récupérer en barbotant douze semaines par an dans leurs piscines du Lubéron.

10 La liste « oublie » (volontairement ?) la rubrique économie tenue par l'inégalable Jean-Marc Sylvestre. Après son accident cardiaque, lié à la lecture d'un numéro de *PLPL*, Sylvestre est revenu sur France Inter plus libéral que jamais. Espérant gagner suffisamment pour agrandir sa piscine (plus courte que celle d'Esnous), il a raconté son hospitalisation dans un livre (*Une petite douleur à l'épaule gauche*, Ramsay, 20 euros). Jacques Attali, qui aime nager à son aise chez ses amis, a signé dans *Les Échos* (6.11.03) la recension enthousiaste de l'ouvrage. « *Un passionnant voyage à l'intérieur d'un drame* », explique l'ancien conseiller « socialiste » qui voit aussi dans ce livre « *le récit d'une conversion intellectuelle* ». La conversion frappe par son radicalisme. Sylvestre exige de « *réformer également le droit du travail, le rendre, plus attractif* » et de « *plafonner l'ISF parce qu'aujourd'hui un étranger n'a même pas intérêt à venir acheter un appartement à Paris ou une maison en France* » (13.11.03).

11 D'autant moins que les questions sont filtrées. Quand le 8 septembre 2003 un auditeur de « Radio-Com » réussit à interroger Paoli sur l'éviction du chroniqueur Martin Winckler, l'animateur hurle de rage : « *Vous nous appelez en nous disant que vous voulez poser, en cette journée très importante des journées nationales de la recherche qui nous concernent tous, que vous voulez nous poser une question là-dessus. On vous donne l'antenne. On vous fait confiance. On vous fait cadeau du micro et… ben vous vous faites un plaidoyer pour Martin Winckler… […] Martin Winckler avait un contrat, un lien avec notre rédaction, ce lien de sa part n'a pas été respecté, le directeur de France Inter en a tiré les conclusions qu'il souhaitait lui, en tirer* […] *Euh, voilà !, il n'y a rien d'autre à dire. Et encore une fois ne nous parlez pas de confiance quand vous-même ne respectez pas l'engagement de la confiance et à bientôt, vous êtes toujours le bienvenu Yves, mais encore une fois posez les questions que vous avez envie de poser, n'essayez pas de passer par la porte de derrière on ouvre toutes les portes ici à France Inter. Qui est en ligne maintenant ? Jean-Claude ! Bonjour et bienvenue à vous* »

PLPL VOUS OFFRE

UN CAUCHEMAR

Photo publiée dans *Le Nouvel économiste*, n° 132, 15 mai 1978)

1978

Jacques Chirac réchappe d'un accident de voiture ; Claude François est victime d'EDF et les côtes bretonnes du pétrolier Amoco-Cadiz. Serge July décide de transformer *Libération* en un quotidien « libéral-libertaire » ; Bernadette menace de quitter son mari s'il ne répudie pas Marie-France Garaud ; le chômage grimpe ; la droite remporte les élections législatives ; Jean-Paul II est élu pape. Jean-Marie Cavada est un homme heureux.
L'année suivante, Giscard l'imitera en s'invitant à dîner chez « les gens ». Deux ans plus tard Cavada sera nommé directeur de l'information de TF1.
Le 11 mai 1981, il est mis au placard.

1995

Cavada se montre insolent envers le candidat en tête des sondages pour l'élection présidentielle : « *Combien pouvez-vous me citer, M. Chirac, de variétés de pommes ?* »

1998

Cavada, président de Radio France et chevalier de la légion d'Honneur, célèbre avec Luc Ferry « *le monde tel qu'il est et que par définition nous ne pouvons pas changer.* » (France Inter, 04.04.98)

Le 7 janvier sur France 3, dans « La marche du siècle » consacrée à « L'école de l'échec », les beurs, omniprésents dans les reportages, n'ont pas été invités à l'émission. Cavada s'en justifie : « *Vous savez bien que s'ils ne sont pas invités, c'est par égard pour eux. Ils ne savent pas s'exprimer. C'est encore pire pour eux s'ils sont sur un plateau.* »

1999

PDG de Radio France, Jean-Marie se félicite : « *Nous avons fait du groupe radio france une série de marques complémentaires. Radio France est désormais un groupe de radios dans lequel les marques sont au 1er rang. Nous avons fait la même opération que BSN avec Danone. Ce n'est pas parce que Radio France est une entreprise publique vivant de la redevance qu'elle doit s'exonérer de tous les critères de l'entreprise sur le marché concurrentiel.* »

2002

« *Jean-Marie Cavada a adressé un mot élogieux à Jean-Pierre Raffarin pour lui signifier son envie de participer à son prochain gouvernement. Le PDG de Radio France ne cache pas son désir de prendre les rênes d'un secrétariat d'Etat à la Communication.* » (*L'Express*, 13.05.02)

2003

Michel Boyon, le prédécesseur de Jean-Marie Cavada à la présidence de Radio France, est nommé directeur de cabinet de Jean-Pierre Raffarin. Par ailleurs, « *François Bayrou a demandé à Jean-Marie Cavada, PDG de Radio France, de conduire la liste UDF en Lorraine pour les élections régionales de mars* » (*Libération*, 07.11.03) Mais Cavada préfère aider la droite en continuant à verrouiller le « 7-9 » de Medef Inter et toutes les émissions de France « Culture ».